

COMMISSION DE LA JUSTICE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

du

van

MARDI 08 FÉVRIER 2011

DINSDAG 08 FEBRUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 17 par Mme Sarah Smeyers, présidente.

01 Questions jointes de

- Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "l'incident survenu entre un juge d'instruction et le personnel de la prison de Saint-Gilles" (n° 2277)

- M. Olivier Maingain au ministre de la Justice sur "les mesures envisagées à la suite de l'incident survenu à la prison de Saint-Gilles le 16 janvier 2011" (n° 2610)

01.01 Sophie De Wit (N-VA): Il y a deux semaines, le ministre ne disposait pas encore du rapport complet du procureur général pour répondre à mes questions sur l'incident relatif au juge d'instruction survenu à la prison de Saint-Gilles.

Le ministre a-t-il entre-temps obtenu le rapport complet? Qu'ajoute-t-il à la relation des faits? Comment le ministre évalue-t-il à présent l'incident? Sur quelle base le juge d'instruction a-t-il arrêté les trois membres du personnel? Quelles mesures peuvent être prises pour éviter ce type d'incidents à l'avenir? Les syndicats parlent d'abus de pouvoir de la part du juge d'instruction. Le ministre partage-t-il ce point de vue?

01.02 Olivier Maingain (MR): Vous avez laissé entendre que, si des éléments de nature disciplinaire pouvaient être reprochés au juge d'instruction De Troy, vous inviteriez la hiérarchie compétente à entamer certaines procédures. Êtes-vous aujourd'hui en mesure de nous en dire davantage?

L'Association syndicale des magistrats a déclaré qu'une clarification de la réglementation relative à l'accès des juges d'instruction à la prison était souhaitable. Des consignes plus spécifiques ont-elles été données?

01.03 Stefaan De Clerck, ministre (en français): Depuis l'arrêté royal du 3 février 1994, l'accès à la prison est réglé par un article 5bis, inséré dans l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant le règlement général des établissements pénitentiaires et disposant que "toute personne pénétrant dans l'enceinte d'un établissement est tenue de passer sous un portique détecteur de métaux et de se soumettre aux autres moyens de contrôle nécessaires à la sécurité, à l'exception de ceux portant atteinte à la pudeur". Cette disposition ne prévoit pas d'exception.

L'article 139 dudit règlement prévoit en outre que, dans tous les cas non prévus par la loi, les directeurs de prison prennent telles mesures que les circonstances et la prudence leur suggèrent, sauf à en informer immédiatement le ministre. Cette règle est opérationnelle depuis la circulaire du 19 avril 2001. Tout le monde doit passer les contrôles de sécurité et tout le monde connaît les règles.

Les magistrats doivent montrer l'exemple.

J'ai demandé au Conseil supérieur de la Justice (CSJ) d'enquêter sur les conditions de travail des juges d'instruction.

(En néerlandais) Le Conseil supérieur de la Justice examine la question de savoir si des problèmes structurels se posent dans le cadre de l'exercice du mandat des juges d'instruction et si l'encadrement est suffisant. Par ailleurs, les juges d'instruction devront se conformer à de nouvelles exigences en vertu de

l'arrêt Salduz.

En ce qui concerne les événements qui se sont déroulés à Saint-Gilles, le procureur général m'a fait savoir que son enquête n'était pas encore clôturée et qu'il voulait procéder à des auditions supplémentaires. Nous ne disposons dès lors encore d'aucune conclusion.

Le personnel et les syndicats ont été choqués par cet incident et je ne retire rien de la réaction que j'ai livrée directement après les faits. L'analyse des différentes déclarations permettra de retracer le déroulement des faits et l'intervention des différents protagonistes, de vérifier si des infractions ont été commises par certaines personnes et si des sanctions disciplinaires s'imposent. Je ne souhaite pas faire de commentaire à ce sujet étant donné que l'enquête est en cours. La Chambre sera informée en temps utile.

01.04 Sophie De Wit (N-VA): Quand l'enquête sera-t-elle clôturée? Il faut apporter une réponse dans les plus brefs délais.

01.05 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Aucun délai n'a été fixé, mais je conviens que ce dossier doit être clôturé à bref délai.

01.06 Olivier Maingain (MR): Tout magistrat est donc soumis aux mêmes règles que tout visiteur. Il faudra le rappeler car cette pratique n'est semble-t-il pas généralisée.

01.07 Stefaan De Clerck, ministre (en français): Beaucoup de parlementaires outrepassent leurs droits quand ils vont visiter des prisons. Moi-même je suis soumis aux contrôles.

01.08 Olivier Maingain (MR): Je n'ai aucune objection à être soumis à ce contrôle. Je doute seulement que l'ensemble des magistrats le soient. Peut-être y aurait-il quelque chose à faire dans le cas des véhicules de fonction qui, pour des raisons de sécurité, doivent être garés à l'intérieur de l'enceinte et pour lesquels il n'y a pas de règle spécifique.

L'incident est clos.

La **présidente**: Les questions n^{os} 2368 et 2506 de M. Degroote sont transformées en questions écrites.

02 Questions jointes de

- **M. Stefaan Van Hecke à la ministre de l'Intérieur sur "la sécurité des systèmes d'écoute de la police fédérale" (n° 2278)**

- **M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur "la sécurité des systèmes d'écoute de la police fédérale" (n° 2279)**

02.01 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Les services de police disposent depuis plusieurs années déjà d'appareils d'écoute dont seuls des techniciens du fournisseur, la société américano-israélienne Nice, pourraient comprendre le fonctionnement. Un problème de taille s'est posé concernant la sécurisation de bureaux situés à Bruxelles et utilisés par des délégations du Conseil de l'Union européenne. Ainsi, en 2003, des appareils d'écoute ont été découverts dans le système de traduction de la firme israélienne Comverse, rebaptisée depuis Verint. Nice et Verint constituent des entreprises étroitement liées.

De quelles garanties le ministre dispose-t-il concernant la sécurité des appareils d'écoute actuellement gérés par la police fédérale? Quels techniciens ont-ils accès à ces appareils? À la suite du scandale qui a secoué le Conseil de l'UE, les appareils d'écoute utilisés dans notre pays – les "sweepings" – ont-ils été soumis à des contrôles de sécurité supplémentaires? Le seront-ils à l'avenir? Quelles mesures sont-elles prises pour protéger les données récoltées contre les risques de fuite? Le ministre a-t-il lu le rapport de la Sûreté de l'État concernant l'entreprise Nice, qui avait été transmis en son temps à Mme Onkelinx? Le ministre est-il au courant des réserves formulées par le Comité R à propos de la sécurité de ces systèmes d'écoute?

02.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Tout accès à la chambre centrale d'écoute de la police fédérale est soumis à un contrôle de sécurité strict. Les techniciens accrédités de la police fédérale ont accès aux infrastructures. Un pool réduit d'ingénieurs de la firme Nice y a accès également, à la requête spécifique de la police fédérale et exclusivement dans le contexte de missions qui dépassent le cadre des compétences

des techniciens de la police fédérale. Dans le cadre de leurs interventions, ces ingénieurs sont systématiquement supervisés par un agent accrédité de la police fédérale. Personne d'autre n'a accès au système.

Aucun autre contrôle des systèmes belges d'écoutes téléphoniques n'a été effectué parce que je considère que la police veille suffisamment à la sécurité de nos concitoyens.

La législation fixe de façon très stricte la liste limitative des personnes qui ont accès aux informations recueillies et elle définit aussi très strictement la manière dont ces informations peuvent être traitées. En outre, certaines mesures sont d'application. Je songe à un accès restreint aux locaux et à un accès rigoureusement contrôlé au système. Tous les membres du personnel qui travaillent dans le service concerné font l'objet d'un screening préalable.

Les informations recueillies sont l'objet d'un stockage centralisé et d'une conservation tant physique que logicielle. Tous les traitements réalisés dans le système sont stockés et toutes les fiches audio sont codées.

En 2002, la Sûreté de l'État a adressé deux notes confidentielles au ministre de la Justice en fonction à ce moment-là, M. Marc Verwilghen, notes concernant les activités de Nice, firme qui selon la presse aurait des liens avec le service de renseignements israélien.

L'enquête n'a toutefois pas pu démontrer que Nice ferait ou ferait faire un usage abusif de ses infrastructures.

Dans le cadre des commissions d'accompagnement, le Comité R a fait part de sa préoccupation concernant la sécurité de la chambre d'écoute. Je partage cette préoccupation. Nous devons définir des critères dénués de toute équivoque afin de mettre au point des normes et des certifications relatives aux systèmes d'écoute dans le but de protéger le mieux possible les réseaux informatiques. C'est un projet que je m'appête à présenter à l'Autorité nationale de sécurité. Nous devons nous doter de la faculté d'imposer aux organes concernés des normes qui permettront un contrôle systématique de la sécurité.

Nous nous rendons bien sûr compte que nous ne devons pas être naïfs mais pour autant, il n'est pas question aujourd'hui de soupçonner certaines personnes ou certaines firmes.

02.03 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): La procédure de sécurité a beau être sans faille, il n'empêche que les appareils ont été trafiqués dès avant leur placement. Il s'indique en tout cas de mener des opérations de détection préventives.

En France, des fournisseurs différents ont livré les composants d'un système qui a ensuite été assemblé. Ce procédé est plus sûr.

02.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je plaide pour un centre spécialisé dans la cybercriminalité qui puisse formuler des avis. Il ne faut pas être naïf, mais ne versons pas dans la paranoïa pour autant. La sécurisation maximale de tous les systèmes qui équipent des centres importants doit constituer une priorité aux niveaux national et européen.

02.05 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): L'option d'un *sweeping* pour le matériel de la police fédérale n'est-elle pas envisageable?

02.06 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Un *sweeping* ne résout pas tout et beaucoup dépend en outre de ce que l'on entend exactement par là.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "les informations communiquées à l'employeur à propos d'un travailleur soupçonné d'avoir commis des faits de mœurs" (n° 2372)

03.01 Sophie De Wit (N-VA): Fin janvier 2011, le cas d'un instituteur qui, bien que faisant l'objet d'une enquête pour détention de matériel pédo-pornographique, continuait à exercer sa profession, a suscité un vif

émoi. L'école et le club sportif où il travaillait n'étaient pas au courant. Ils ont également pris connaissance du jugement final par les médias. Le procureur du Roi de Bruges plaide pour l'instauration d'une réglementation légale sur la base de laquelle les employeurs puissent être informés de l'existence d'une enquête concernant un travailleur.

Que pense le ministre de cette proposition? Arrive-t-il que des informations soient *de facto* transmises indirectement, bien que cela soit interdit? Le Collège des procureurs généraux partage-t-il l'avis du procureur du Roi de Bruges?

03.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Il convient évidemment d'établir une distinction selon que l'intéressé fait l'objet de poursuites, d'une instruction ou d'une condamnation.

En avril 1999, le ministre de la Justice de l'époque avait rédigé un projet de directive concernant la communication de données aux administrations ou aux employeurs en cas de poursuites ou de condamnation pour des délits sur des enfants. Invitée par le Collège des procureurs généraux à rendre un avis à ce sujet, la Commission pour la protection de la vie privée a estimé que cette matière ne devait pas être réglée par une directive, mais par une loi. Dans son avis du 28 février 2001, elle se référait à l'impact important d'une telle mesure sur la vie privée, au secret de l'instruction et, surtout, à la présomption d'innocence. Le ministre s'est toutefois refusé à prendre une initiative législative parce qu'une telle loi serait contraire à deux principes de base de notre législation pénale: le secret de l'instruction et la présomption d'innocence.

En cas de condamnation, la communication de données est envisageable mais tel n'est pas le cas dans le cadre d'une instruction ou de poursuites. Une nouvelle initiative législative est requise mais il appartiendra au prochain gouvernement de se pencher sur cette matière.

N'ayant pas soumis la question au Collège des procureurs généraux, j'ignore si celui-ci se rallie au point de vue défendu par le procureur du Roi de Bruges.

03.03 Sophie De Wit (N-VA): J'espère que les conclusions de la Commission spéciale relative au traitement d'abus sexuels nous permettront de mieux répondre à la question de l'opportunité d'une initiative législative.

L'incident est clos.

04 Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "le problème de la violence domestique contre des femmes musulmanes" (n° 2354)

04.01 Bert Schoofs (VB): En quelques mois, une volontaire anversoise d'origine maghrébine a ouvert 56 dossiers portant sur des mauvais traitements infligés à des musulmanes.

Le ministre a-t-il connaissance de cette initiative? Quelles mesures envisage-t-il de prendre en vue de lutter contre la violence domestique dont sont victimes les musulmanes?

04.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le témoignage de Mme Hajar, de l'ASBL *Vereniging voor Ontwikkeling en Emancipatie van Moslims* (VOEM), sur les violences conjugales est paru le 25 janvier 2011 dans le quotidien *De Standaard*. Avec l'appui de la ville d'Anvers, VOEM a lancé en août 2010 un projet visant à assister les femmes maghrébines victimes de violences intrafamiliales. Un total de 56 dossiers ont en effet déjà été ouverts. Dans le cadre de cet article, Mme Hajar souligne la méconnaissance, par un grand nombre de ces femmes, de leurs droits. En effet, ces musulmanes ne peuvent apprendre le néerlandais, elles sont enfermées tant physiquement que sur le plan social, elles doivent porter la burqa et ne peuvent gérer aucun moyen financier. Par ailleurs, leur situation fait l'objet d'un tabou.

Le mercredi 26 janvier, des experts ont affirmé dans les quotidiens *De Standaard* et *Het Nieuwsblad* que l'association VOEM était en mesure de fournir un soutien important dans la lutte contre ce tabou. Ils ont évoqué des facteurs de risque supplémentaires pouvant favoriser les violences domestiques, à savoir l'existence d'un complexe d'infériorité, l'absence de contrôle social, le chômage, des attentes trop élevées, la conclusion de mariages arrangés et l'absence d'un filet social. Le service de la Politique criminelle n'avait pas connaissance du projet lancé par VOEM et la ville d'Anvers. Les problèmes soulevés dans le cadre de

l'article sont connus depuis longtemps mais concernent essentiellement les prestataires de soins, dont le travail n'est pas toujours aisé.

Dès 1996, l'association faîtière VOEM a été reconnue comme association nationale d'immigrés par la Communauté flamande. La VOEM s'est fixé comme objectif de prévenir et de démasquer les préjugés. En outre, elle plaide en faveur d'une société tolérante et pluraliste. Depuis août 2010, un projet concernant les violences domestiques au sein de familles allochtones est en cours de réalisation. Sa finalité est d'informer, d'orienter et d'accompagner les victimes de ces violences, notamment par le biais de séances d'information destinées aux femmes et aux hommes. Dans son reportage informatif intitulé *Verborgen vrouwen* (femmes qui se cachent), deux femmes témoignent des difficultés qui peuvent surgir au sein d'un mariage entre personnes de différentes cultures. La VOEM se charge par ailleurs de fournir une guidance individuelle et de rapprocher les personnes concernées. Cette ASBL accomplit par conséquent un travail valable.

Le service de la Politique criminelle du SPF Justice assure un suivi de la violence intrafamiliale dans certains groupes minoritaires mais elle n'a encore consacré aucune étude aux liens existant entre cette forme de violence et l'immigration. Les chiffres officiels actuels relatifs aux violences intrafamiliales ne fournissent dès lors aucune indication quant à la fréquence des cas de violences intrafamiliales dont des femmes musulmanes sont victimes. Les systèmes d'enregistrement de la police et du parquet ne permettent pas davantage de connaître cette fréquence pour la bonne et simple raison que ces systèmes n'enregistrent pas séparément l'origine des intéressées.

Il est donc nécessaire de mener des études scientifiques supplémentaires pour cartographier ce phénomène. J'en suis personnellement partisan. En tout état de cause, des initiatives telles que la VOEM ne peuvent qu'être saluées.

L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes a réalisé des études qui ont abordé indirectement ce problème. Une étude de prévalence a également été réalisée mais elle n'a encore débouché sur aucune conclusion finale. Dans un futur proche, deux études seront achevées. L'une porte sur la dimension de genre dans le cadre de la politique d'asile et de migration, et l'autre a trait aux violences entre partenaires chez les migrants en possession d'une autorisation provisoire de séjour. Les Communautés disposent elles aussi d'informations. C'est ainsi que le *Steunpunt Algemeen Welzijnswerk* consigne les cas de femmes allochtones faisant appel à des refuges pour femmes battues et maltraitées ou recourant à une aide ambulatoire.

Au stade actuel, aucune nouvelle mesure ne semble être en préparation, hormis une campagne visant à sensibiliser davantage aux situations particulières. Les circulaires de 2006 concernant les violences intrafamiliales et la maltraitance d'enfants extrafamiliale, et l'identification et l'enregistrement des dossiers par les services de police offrent en principe une base suffisante pour y œuvrer. Peut-être devrions-nous nous concentrer davantage sur une amélioration de cette approche plutôt que sur l'élaboration de nouvelles mesures. L'approche des violences intrafamiliales est par excellence un domaine qui requiert une approche intégrale et horizontale. C'est dans la même optique que le Plan d'action national contre les violences entre partenaires a été échaufaudé.

Ce problème complexe me tient beaucoup à cœur. Lors de l'enregistrement des dossiers, nous devons encore préciser davantage les choses et assurer un suivi encore plus précis des conclusions chiffrées afin de déterminer la manière dont nous pourrions traiter ce problème encore plus efficacement.

04.03 Bert Schoofs (VB): Voici quelques années, cette question aurait immanquablement suscité des ricanements. Je me réjouis que le tabou ait été brisé.

La création d'un point de contact constitue une solution adéquate à chaque fois qu'il s'agit de la vie privée des citoyens et qu'une répression pénale est requise. Elle n'entraîne pas pour autant une obligation de déclaration. Une enquête spécifique est effectivement nécessaire concernant les ressortissants de pays musulmans qui ne s'intègrent pas, qui veulent conserver intégralement leur culture et l'appliquer ici. Toutefois, l'expérience m'apprend qu'il est difficile de lutter contre pareils abus.

04.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): M. Schoofs parle d'expérience?

04.05 Bert Schoofs (VB): De nombreuses familles turques vivent dans ma commune et la violence

intrafamiliale y constitue l'une des priorités du conseil communal.

L'incident est clos.

05 Questions jointes de

- **M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "l'assistance d'un avocat pendant la première audition par un juge d'instruction" (n° 2335)**

- **Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "le refus d'un (de) juge(s) d'instruction de faire assister un suspect par un avocat dès sa première audition, à la suite des récents incidents" (n° 2345)**

05.01 Raf Terwingen (CD&V): Il résulte de l'arrêt Salduz que l'assistance d'un avocat est obligatoire lors de la première audition d'un suspect. Le barreau de Bruxelles a déjà mis en place un système de permanence. Il me revient que plusieurs juges d'instruction à Bruxelles empêcheraient toutefois qu'il soit fait appel à ces avocats pour la première audition.

Est-ce exact? Quelle est la position adoptée dans les autres arrondissements? Quand une réglementation définitive sera-t-elle prête?

05.02 Sophie De Wit (N-VA): Plusieurs avocats bruxellois se plaignent parce que certains juges d'instruction empêchent qu'ils soient présents lors de la première audition d'un suspect. Une réglementation légale est en préparation au Sénat après l'arrêt Salduz. Tant que cette réglementation ne sera pas prête, la Belgique risque de se faire condamner ou de devoir remettre en liberté des personnes qui auraient été condamnées. Dans cette perspective, je me réjouis que le barreau ait pris l'initiative de mettre sur pied un système de permanence, afin qu'un certain nombre d'avocats soient disponibles jour et nuit. Je déplore toutefois que certains juges d'instruction entravent cette initiative.

Comment le ministre évalue-t-il la situation? Un problème se pose-t-il uniquement à Bruxelles ou des juges d'instruction refusent-ils également la présence d'un avocat dans d'autres arrondissements? Quelles mesures le ministre peut-il prendre dans le cadre d'un gouvernement en affaires courantes? Quel est l'état d'avancement du projet Salduz au Sénat? Le ministre peut-il veiller à ce que le système de permanence devienne une sorte de *gentlemen's agreement*, afin qu'il reste provisoirement d'application?

05.03 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): La "problématique Salduz" concerne la présence d'un avocat lors de la première audition d'un suspect. Aujourd'hui, tout le monde s'accorde pour dire que cela doit aussi être le cas devant le juge d'instruction. Ce n'est pas obligatoire, mais c'est la démarche évidente.

S'il n'y a toujours pas de législation, les barreaux ont déjà pris différentes initiatives. Ils m'ont assigné, en ma qualité de ministre, en raison de l'absence de législation. Le tribunal se prononcera sur la recevabilité de cette action et j'attends son jugement. Il s'indiquerait peut-être d'assigner le Parlement plutôt que le ministre démissionnaire chargé des affaires courantes? La procédure est en cours et des conclusions seront déposées le 5 mars.

Le Collège des procureurs généraux et les juges d'instruction ont rédigé une directive, mais les différents juges d'instruction l'appliquent très différemment. Cette directive est l'objet d'interprétations tantôt très larges ou très strictes, selon les arrondissements. Il est manifestement impossible de régler cette question par la voie d'une simple directive et il faut légiférer.

Contrairement aux juges d'instruction, qui font partie du pouvoir judiciaire, les magistrats du ministère public relèvent d'une structure hiérarchique. Ils doivent observer la circulaire du 14 juillet 2010. Le Collège des procureurs généraux se réfère au fait que la loi belge n'autorise pas l'assistance d'un avocat lors de la première audition, eu égard au secret de l'instruction. Ce Collège dit ne pas pouvoir se substituer au législateur pour fixer les modalités concrètes.

Les barreaux ne l'accepteraient d'ailleurs pas et les juges d'instruction ne sont pas non plus liés à cet égard. Le Collège a donc cherché des solutions à l'intérieur du cadre légal existant. Cette circulaire doit être évaluée à la lueur du travail législatif actuel.

Le Sénat se penche actuellement sur cette matière et j'espère pouvoir présenter dans les meilleurs délais un

texte finalisé à la Chambre. Le rôle de l'avocat, qu'il conviendra de préciser, constitue l'un des points délicats. Que faut-il entendre par "assistance"? Quels comportements un avocat est-il ou non autorisé à adopter pendant un interrogatoire de ce type? Peut-il intervenir, prendre des notes, plaider, s'entretenir avec son client? Nous devons mettre au point une formule adéquate, qui soit à la fois pratique et réaliste.

05.04 Raf Terwingen (CD&V): Plusieurs interprétations sont possibles. Voilà qui explique que certains juges d'instruction refusent la présence d'avocats. La situation doit être clarifiée au plus vite. La commission de la Justice comprend parfaitement que la responsabilité quant à l'absence d'une législation adéquate lui incombe également. En tant Parlement, nous devons éviter de faire, nous aussi, l'objet d'une citation.

05.05 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): C'est en effet le droit en matière de responsabilité, en pleine évolution, qui est ici concerné.

05.06 Sophie De Wit (N-VA): Il est clair qu'une réglementation uniforme doit d'urgence être mise en œuvre. Nous espérons qu'elle le sera dans les meilleurs délais. Toutefois, on peut ergoter à perte de vue à propos de ce que l'assistance d'un avocat signifie précisément. Je crains dès lors que nous ne soyons pas encore sortis de l'auberge.

L'incident est clos.

06 Questions jointes de

- **M. Bert Schoofs** au ministre de la Justice sur "des mesures prises pour sécuriser les prisons" (n° 2358)

- **Mme Sophie De Wit** au ministre de la Justice sur "la pose de filets au-dessus des cours intérieures des prisons" (n° 2374)

06.01 Bert Schoofs (VB): Une des cours intérieures de la prison de Bruges, dont Ashraf Sekkaki s'était évadé en 2009, n'aurait toujours pas été équipée d'un filet, alors même que le nécessaire a déjà été fait à Hasselt pour éviter les évasions par hélicoptère.

Pourquoi n'a-t-on pas encore placé de filets à la prison de Bruges? Le ministre dispose-t-il d'un tableau actualisé des établissements pénitentiaires devant encore faire l'objet de telles mesures de sécurisation? A-t-on dressé une liste de priorités? Quand toutes les mesures auront-elles été prises? De quel budget le ministre dispose-t-il à cet effet dans le cadre du gouvernement en affaires courantes?

06.02 Sophie De Wit (N-VA): Il avait été annoncé à l'occasion de l'évasion héliportée d'un détenu de la prison de Bruges que des mesures de protection supplémentaires seraient prises en priorité. À présent, il apparaît que le service technique a déjà posé des filets au-dessus des petites cours intérieures mais que cette opération n'a pas encore été réalisée au-dessus de la grande cour, cette tâche ayant été confiée à la Régie des Bâtiments. Pourtant, il est impossible d'atterrir dans ces petites cours! En quoi consistent désormais les priorités? D'autres prisons attendent-elles également des mesures de sécurisation semblables?

06.03 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): La coopération entre la Justice et la Régie est globalement positive, mais la mise en œuvre de certains dossiers – comme celui qui nous intéresse ici – suscite parfois des problèmes. Une étude réalisée par nos soins et dressant l'inventaire de l'ensemble des prisons et des espaces ouverts a été clôturée en 2009. Pour chaque espace ouvert, nous avons cherché la meilleure solution. Le tableau récapitulatif établi à cet égard a été transmis. Il a été demandé de faire des prisons de Bruges, Hasselt, Merksplas, Lantin, Iltre et Andenne une priorité. Après une évaluation de ces premiers travaux, les travaux dans leur ensemble pourront être entamés. Le calendrier de ces travaux ressortit donc à la responsabilité de la Régie des Bâtiments.

La sécurisation des prisons contre les évasions par hélicoptère a également été incluse dans le cahier des charges des nouvelles prisons dont la construction est prévue. Pour 2010, un budget d'1,2 million d'euros a été réservé à cette fin. Ce budget a déjà permis de prendre une série de mesures. En ce qui concerne Bruges, le projet a déjà été partiellement l'objet d'une adjudication en septembre 2010 et les travaux commenceront ce mois-ci. Pour la partie restante, nous attendons les propositions de sociétés privées. Les corridors fermés ont été entre-temps sécurisés car d'autres types d'évasions vers les airs sont concevables à

ces endroits-là aussi. En guise de solution de secours, notre propre service technique a procédé à certaines interventions sur la cour intérieure haute sécurité. Les espaces où se déroulent les promenades de courte durée ont été sécurisés en premier lieu parce qu'ils sont destinés aux détenus placés sous un régime de sécurité spécial.

La Régie des Bâtiments n'a encore engagé en 2010 que 88 000 des 1,2 million d'euros disponibles. Pour 2011, l'on aurait encore planifié la sécurisation de la grande promenade haute sécurité à Bruges et des mesures de sécurité à Lantin et à Ittre. J'invite les commissaires qui souhaiteraient obtenir de plus amples renseignements à s'adresser à la Régie des Bâtiments.

06.04 Bert Schoofs (VB): Ne serait-il pas préférable d'œuvrer la mise sur pied d'un service des Bâtiments propre au département de la Justice?

06.05 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): J'attire votre attention sur le fait qu'à propos de ce dossier, j'ai adressé un rappel à la Régie des Bâtiments et au ministre compétent.

06.06 Sophie De Wit (N-VA): Je trouve en effet hallucinant que l'on ne consacre qu'une partie du budget disponible à des travaux urgents.

La suggestion de créer une Régie des Bâtiments propre au département de la Justice constitue peut-être une bonne idée.

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- **Mme Sophie De Wit** au ministre de la Justice sur "l'audit des tribunaux de commerce" (n° 2445)
- **Mme Kristien Van Vaerenbergh** au ministre de la Justice sur "la procédure de nomination et d'évaluation des juges non professionnels auprès du tribunal de commerce" (n° 2472)
- **Mme Sabien Lahaye-Battheu** au ministre de la Justice sur "le risque de conflits d'intérêts au sein des tribunaux de commerce" (n° 2523)

07.01 Sophie De Wit (N-VA): L'audit des tribunaux de commerce comporte bon nombre d'éléments positifs mais énumère également une série de points moins réjouissants.

Une première série de problèmes a trait aux juges non professionnels qui exercent encore une activité professionnelle dans le monde de l'entreprise. Apparemment, ils sont les plus nombreux. L'avantage que présentent ces juges, c'est qu'ils disposent de l'expertise requise mais le risque de confusion d'intérêts est réel, en particulier s'agissant de leur propre secteur. Parallèlement, les juges non professionnels posent pas mal de problèmes: leur formation de base ne serait pas toujours à niveau, leur évaluation serait insuffisante et les greffes ne savent pas toujours quels dossiers ces juges peuvent réclamer, sachant qu'ils risquent de tomber sur des informations concernant des concurrents. Dernier problème concernant les juges non professionnels: il arrive qu'un juge non professionnel soit partie à une cause traitée par le tribunal où il siège par ailleurs, alors que la loi n'autorise pas le président à renvoyer l'affaire devant un autre tribunal.

Président: Bert Schoofs.

Les faillites constituent une deuxième pierre d'achoppement: il est important de renforcer la vigilance à cet égard. Les faillites traînent en longueur, il n'y a pas de directives s'appliquant à la vente de biens mobiliers et le contrôle exercé sur l'affectation réservée par les curateurs aux revenus et aux ventes des recouvrements n'est pas toujours suffisant. La désignation des curateurs devrait également être plus transparente.

La troisième pierre d'achoppement concerne la désignation des experts. Il arrive que les listes d'experts soient établies de manière relativement arbitraire alors qu'ils jouent souvent un rôle crucial dans les procédures. Certaines compétences ou le diplôme ne comptent pas nécessairement au nombre des exigences.

Quel jugement le ministre porte-t-il sur les résultats de l'audit? Partage-t-il les avis positifs et les critiques? Comment compte-t-il faire appliquer les meilleures pratiques par tous les tribunaux de commerce? En tant que ministre en affaires courantes, peut-il prendre des initiatives? Attend-il le débat en commission? La loi

doit-elle être modifiée? Les tribunaux de commerce souhaitent-ils améliorer leur propre fonctionnement?

07.02 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Ma question concerne spécifiquement les juges consulaires.

Il n'existe apparemment pas de systèmes uniformisés ni pour la sélection et l'évaluation des juges consulaires, ni pour la désignation des juges dans les affaires, ce qui accroît le risque de confusion d'intérêts.

Selon le ministre, quelle serait la procédure la plus correcte pour sélectionner les juges consulaires et que compte-t-il faire pour lui donner un fondement légal? Quelles méthodes d'évaluation envisage-t-il d'appliquer à l'avenir aux juges consulaires? Comment le ministre peut-il déterminer les affaires susceptibles d'être confiées aux juges consulaires?

07.03 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Je me joins aux auteurs des précédentes questions.

L'audit souligne les divergences concernant les critères appliqués pour la désignation de curateurs lors de faillites. Des accords ont-ils été conclus pour harmoniser la procédure à l'avenir?

07.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): À l'instar de ce qui a été fait précédemment à la cour d'appel de Bruxelles, cet audit nous permet d'envisager une approche globale des problèmes identifiés auprès des tribunaux de commerce.

Il me semble opportun de demander au Conseil supérieur de venir commenter les mesures possibles et les initiatives que le Conseil peut prendre de son côté. Il faut préalablement dresser la liste des priorités en ce qui concerne les points délicats d'un point de vue politique. Nous pourrions ainsi demander des avis plus concrets au Conseil supérieur. Les conclusions actuelles sont intéressantes, mais néanmoins fragmentaires. Elles exigent parfois un supplément d'analyse.

Un débat global à ce sujet serait utile. J'ai invité les conférences francophone et néerlandophone des juges des tribunaux de commerce et le président de l'Union des juges des tribunaux de commerce de Belgique à formuler une réaction générale. Il me semble judicieux d'écouter la réponse des personnes qui ont participé de manière constructive à la réalisation de ce rapport.

Je n'ai pas encore reçu de réactions négatives. J'ai plutôt le sentiment que ces personnes sont également demandeurs d'un fonctionnement idéal de leurs tribunaux. Pour que les choses soient bien claires, je tiens à préciser que j'estime que le fait que les tribunaux de commerce travaillent avec des juges consulaires est un bon système. Celui-ci n'est pas remis en cause mais est toutefois perfectible.

Les conférences des présidents préparent actuellement des propositions. Ils élaborent ainsi un *vade-mecum* pour les juges consulaires et un *vade-mecum* pour le traitement efficace des faillites. Le législateur prépare par ailleurs aussi plusieurs propositions mais on en revient ainsi au débat sur les affaires courantes. Il serait en tout cas utile d'organiser une discussion politique générale avant de prendre des initiatives législatives.

La manière de résoudre le problème de la nomination des juges consulaires constitue une des pierres d'achoppement. Une solution éventuelle pourrait consister à les faire nommer dorénavant par le Conseil supérieur de la Justice mais je ne suis pas convaincu qu'il s'agirait d'une amélioration fondamentale. À mon estime, il faut rester pragmatique.

La nomination de juges consulaires est interrompue pour le moment. Quelque 150 fonctions demeurent vacantes en Belgique et certains tribunaux m'ont fait comprendre que la continuité de la loi sur les entreprises pouvait être mise en péril. Je devrai donc, d'une façon ou d'une autre, autoriser les nominations afin d'assurer la continuité.

Cet audit s'inscrit évidemment dans le cadre de la réforme globale de la Justice souhaitée. Certains juges consulaires développent déjà leur propre logiciel. Nous les assistons, pour autant que ce logiciel puisse servir à d'autres applications. La réforme globale du paysage devrait permettre entre autres aux gestionnaires d'un tribunal du commerce de bénéficier du soutien RH nécessaire. Est-on en présence d'intérêts contradictoires, qui doit intervenir à quel moment, les rapports sont-ils rentrés dans les délais impartis? Il n'est pas toujours aisé pour un président de tout gérer correctement.

Plusieurs initiatives ont également été prises en ce qui concerne le rôle des juges professionnels. J'attends la réaction des présidents. Il faut en outre tenir compte des bonnes pratiques en vigueur dans les différents tribunaux et en tirer les leçons. Les intérêts contradictoires et la déontologie constituent évidemment un point délicat. Toute la question est de savoir si la loi peut apporter une solution.

L'audit comporte un chapitre consacré aux experts et rappelle à juste titre les avis précédemment formulés sur le sujet. C'est une priorité absolue en ce qui me concerne: le nouveau gouvernement devra assurément prendre des initiatives en matière de frais judiciaires et d'expertises. L'idée de créer une commission d'experts pour préparer les réformes m'agréée: je peux en prendre l'initiative dans le cadre des affaires courantes si la commission de la Justice me soutient. J'agirais de manière très transparente.

Le temps presse. Récemment, j'ai mis en place un collège d'académiciens sur les privilèges et les hypothèques, à qui j'ai demandé d'élaborer un projet de loi. Par ailleurs, je souhaite aussi installer la commission "droit pénal" pour la préparation d'un nouveau Code pénal. Un accord avait déjà été conclu à cet effet.

Il me paraît souhaitable de mener un débat sur toutes ces matières dans notre commission, en présence du Conseil supérieur de la Justice, des magistrats du tribunal de commerce et des juges consulaires. Je communiquerai les avis des juges des tribunaux de commerce à la commission de la Justice dès qu'ils seront disponibles. J'attends des initiatives. Dans ce débat, nous pouvons examiner quelles actions prioritaires sont possibles.

Présidente: Sarah Smeyers.

S'il n'y a pas d'objections, je me propose de prendre déjà l'initiative de mettre sur les rails un groupe de travail composé d'experts. Le temps presse.

07.05 Sophie De Wit (N-VA): C'est une bonne chose que les avis des juges aient déjà été sollicités. Apparemment, le besoin se fait à nouveau sentir de mettre en œuvre une vaste approche globale. C'est à se demander si quelque chose avait déjà été fait dans le passé. Quoi qu'il en soit, nous soutiendrons certainement la création d'une telle commission d'experts.

07.06 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Le ministre propose-t-il donc de convier le Conseil supérieur à une audition?

07.07 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Cela pourra se faire dès que les tribunaux auront réagi.

07.08 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Cette audition devrait pouvoir être organisée en avril 2011. Je soutiens totalement cette proposition.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "le mauvais état du nouveau bâtiment de la justice bruxelloise" (n° 2460)**

- **M. Olivier Maingain au ministre de la Justice sur "la situation du complexe cellulaire Portalis à Bruxelles" (n° 2464)**

08.01 Sophie De Wit (N-VA): Les cellules aménagées dans le bâtiment Portalis ne satisfont pas aux normes de sécurité et d'hygiène. Selon le service de prévention et de protection au travail de la police fédérale, elles sont quasi inutilisables. Une personne qui vient d'être arrêtée risque de se retrouver dans une cellule aux murs recouverts d'excréments.

Parallèlement, des problèmes se posent en matière de sécurité incendie et d'air conditionné. Les fourgons cellulaires et les combis ne parviennent pas à rentrer dans le bâtiment.

Tous ces problèmes, même si certains estiment qu'ils sont décrits en termes exagérés, suscitent des interrogations en ce sens que la mise en service du bâtiment ne remonte qu'à quelques années.

Comment le ministre évalue-t-il les prétendues absence d'hygiène et dangerosité du palais de justice? Quelles mesures envisage-t-il de prendre? Envisage-t-il, au vu des nombreux vices qui se manifestent, d'entamer une procédure contre l'entrepreneur?

08.02 Olivier Maingain (MR): Un rapport du service de prévention et de protection au travail de la police fédérale considère que l'état du complexe cellulaire Portalis est intolérable. Nous risquons tôt ou tard des observations d'un organisme de contrôle international. Il est vrai que, pour un bâtiment récent, cela laisse perplexe.

Quelles sont les conclusions du service de prévention et de protection au travail? Quelles seraient les responsabilités? Quelles sont les dispositions prises ou à prendre pour remédier à cette situation?

08.03 Stefaan De Clerck, ministre (en français): Les problèmes sont situés dans le complexe cellulaire du bâtiment et non dans son ensemble. La situation a été clarifiée. Fin décembre, divers accords ont été conclus.

(En néerlandais) Le conditionnement d'air ne fonctionnerait pas correctement et le local de travail serait, dès lors, exagérément chauffé et trop peu ventilé. La firme a été contactée et, par ailleurs, un audit indépendant sera effectué, pour lequel les offres sont collectées pour le moment.

Le nettoyage des cellules pose un problème important. Là aussi, une firme extérieure est recherchée pour procéder à un grand nettoyage chaque quinzaine. Les offres sont attendues d'ici à la semaine prochaine.

Lorsque de l'eau est utilisée fréquemment, des infiltrations se produisent effectivement vers l'étage inférieur. Des négociations sont en cours avec une firme spécialisée pour voir si on peut enduire les cellules d'une couche hydrofuge, ce qui permettrait le nettoyage à haute pression.

Seules quelques cellules, en effet, disposent de toilettes parce qu'il s'agit de cellules d'attente. Les personnes qui doivent se rendre aux lieux d'aisances sont accompagnées. Il serait évidemment plus simple pour le personnel de disposer de sanitaires pour chaque cellule, mais c'est très complexe sur le plan des infrastructures et le problème de l'hygiène ne serait pas forcément résolu pour autant, au contraire même dans certains cas.

Des problèmes de protection contre l'incendie se poseraient également mais chaque aspect de la construction et des infrastructures de même que chaque scénario d'incendie et chaque scénario d'évacuation a été approuvé par le service d'incendie. Les bâtiments n'ont été mis en service qu'après cette approbation.

Les convois cellulaires peuvent y pénétrer. Ce n'était peut-être pas le cas au début mais maintenant, c'est possible.

(En français) Nous agissons dans les limites de nos compétences. Il s'agit d'un immeuble loué par la Régie des Bâtiments et dans lequel certaines difficultés structurelles apparaissent.

Un courrier a été envoyé à la Régie. Des mesures seront envisagées et exécutées en collaboration.

(En néerlandais) Pour l'instant, l'environnement immédiat de la place Poelaert pose problème sur le plan de la sécurisation.

Au mois de mars, nous connaissons les résultats du concours d'idées dont le thème est l'aménagement des nouveaux locaux destinés à l'hébergement des services judiciaires au sein du Palais de Justice de Bruxelles. Nous nous inspirerons de ces idées pour voir comment mieux configurer le site de la place Poelaert.

08.04 Sophie De Wit (N-VA): Je me réjouis que des solutions soient recherchées. Le problème posé par le manque d'hygiène est le plus urgent car ce n'est pas parce qu'une personne a été incarcérée qu'elle doit être spoliée de tous ses droits dans ce domaine.

Indépendamment de cela, le plus grand problème dans toute cette affaire est selon moi l'antagonisme entre

la Justice et la Régie des Bâtiments. Nous devrions peut-être essayer d'apporter une solution structurelle à ce problème.

08.05 Olivier Maingain (MR): Tant mieux si les dispositions annoncées portent leurs effets. Peut-être serait-il bon de revoir la procédure d'élaboration de projets d'investissement tels que la reconstruction du Portalis.

L'incident est clos.

09 Questions jointes de

- **Mme Daphné Dumery au ministre de la Justice sur "les mesures prises par le tribunal de première instance de Bruges dans le cadre de la pénurie de personnel" (n° 2499)**
- **Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "la décision du tribunal de Bruges de ne plus envoyer les jugements en matière civile aux avocats" (n° 2524)**
- **M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "la décision de certains tribunaux de ne plus envoyer aux avocats les jugements dans les affaires civiles et la médiation en matière de divorce" (n° 2550)**
- **M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur "la décision du greffe du tribunal de Bruges concernant l'envoi des jugements" (n° 2552)**

09.01 Daphné Dumery (N-VA): Depuis le 1^{er} février 2011, le tribunal de Bruges n'envoie plus, en matière civile, de copies non signées de jugements aux avocats quoique cet envoi soit une obligation légale. La raison en est que le greffe civil manque cruellement de personnel. Quinze fonctions vacantes n'y trouvent pas acquéreur.

Cette décision du tribunal de Bruges se traduit-elle réellement dans les faits par une réduction de la charge de travail? Cette décision étant illégale, le ministre a-t-il déjà pris des mesures de rétorsion? A-t-il l'intention de modifier l'article 792 du Code judiciaire afin de régulariser la situation à Bruges? Quand les fonctions vacantes dans ce tribunal seront-elles conférées?

09.02 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Dans l'intervalle, le président du tribunal de Bruges a décidé en concertation avec le greffier en chef d'annuler cette décision et de rechercher d'autres moyens d'alléger la pression du travail.

Est-il exact que le cadre du personnel du greffe civil n'est complété qu'à concurrence de 46 %? Qu'est-ce qui explique cette situation?

Comment la pression du travail peut-elle être allégée? Il est question de ne plus répondre aux demandes de fixation de la date de l'audience consacrée aux plaidoiries. Il ne s'agit évidemment pas d'une bonne solution non plus. Le ministre peut-il intervenir afin de veiller à ce que le travail qui doit être accompli le soit effectivement?

09.03 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): En réalité, le personnel de Bruges est en train de faire grève puisqu'il refuse de s'acquitter des tâches qu'il lui incombe légalement d'accomplir. Il s'agit là d'une forme de désobéissance civile dont les justiciables sont les victimes.

Que compte faire le ministre? Ce problème ne se pose-t-il qu'à Bruges?

Comment se fait-il qu'il soit si difficile de procéder au remplacement du personnel de ce tribunal? Où le bât blesse-t-il sur le plan des nominations? Le problème réside-t-il dans le fait que personne ne veut aller travailler à Bruges? Le ministre fait-il obstacle à la publication des vacances au *Moniteur belge*?

09.04 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Conformément à l'article 792 du Code judiciaire, le greffe est tenu d'envoyer une copie du jugement à toutes les parties concernées. Pour cause de charge de travail trop importante, le tribunal de Bruges a décidé de ne plus procéder à l'envoi de ces copies. Le même problème s'est également déjà posé à Bruxelles par le passé.

La décision du tribunal de Bruges est contraire à la loi. Je n'ai d'ailleurs pas été contacté par le barreau de Bruges et je ne suis pas au courant d'une plainte qui aurait été déposée auprès du procureur général. La

situation s'est normalisée dans l'intervalle, la mesure ayant été retirée.

Je n'ai pas l'intention d'abroger l'article 792 mais pour diminuer la charge de travail il conviendra d'investir davantage dans l'informatisation de la Justice. La boîte aux lettres électronique permettra au greffe de procéder à des envois électroniques. Je compte proposer aux représentants de l'ordre judiciaire que le tribunal de Bruges puisse être l'un des premiers à tester le système. Dès qu'un projet concret sera prêt, je viendrai vous fournir des explications à son sujet en commission.

Tant que la situation du gouvernement en affaires courantes perdure, je ne puis prendre ni initiative nouvelle ni engagement budgétaire. Nous devons nécessairement œuvrer dans un cadre légal. Le cadre du personnel des greffiers ressortit à la loi de 1975 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de première instance, celui du personnel administratif, à l'arrêté royal de 2007 fixant le cadre organique des secrétaires des parquets et des membres du personnel des greffes.

Dans le cadre des économies budgétaires, qui s'appliquent à tous les services publics, j'ai décidé de publier et de pourvoir les emplois vacants avec un retard limité. Je renvoie à la circulaire 154 du 23 décembre 2009.

Le cadre légal du greffe du tribunal de première instance de Bruges comporte 85 membres du personnel – 31 greffiers et 54 membres du personnel administratif – avec cinq membres en surnombre autorisé, soit 90 membres du personnel au total. Le cadre est presque complet, vu la nomination imminente de deux greffiers. Il y a 15 postes vacants pour le personnel administratif de grade inférieur. Une procédure de sélection est en cours pour cinq de ces postes. Les autres postes seront publiés dans la prochaine édition du *Moniteur belge*. Vingt collaborateurs contractuels sont actuellement en service.

Trois agents contractuels vont bientôt venir renforcer l'effectif. Le greffe comptera alors 87,7 collaborateurs à temps plein pour un cadre de 90.

Je suis conscient des conditions difficiles dans lesquelles les greffes doivent travailler et chaque demande de personnel ou de moyens supplémentaires est soigneusement examinée. Toutefois, parler d'un déficit de 15 personnes ne correspond pas à la réalité. Le cadre effectif est de 97,4 %.

09.05 Daphné Dumery (N-VA): Le manque de personnel est dès lors pratiquement inexistant et les mesures prises me semblent alors draconiennes. Il faudrait peut-être se rendre sur place de manière à identifier les problèmes.

09.06 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): J'espère que l'incident peut être clos et que le greffe accomplira les tâches prescrites par la loi. Avec un cadre effectif proche de 100 %, des mesures sont en tout cas injustifiées.

09.07 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Ce qui se passe à Bruges relève plus de la mutinerie que de la grève du zèle. J'espère que le ministre interviendra en mettant en œuvre tous les moyens légaux qui sont à disposition.

L'incident est clos.

10 Questions jointes de

- **M. Christian Brotcorne** au ministre de la Justice sur "les effets de la circulaire 154" (n° 2479)
- **M. Stefaan Van Hecke** au ministre de la Justice sur "les conséquences de la circulaire 154" (n° 2553)
- **M. Olivier Maingain** au ministre de la Justice sur "le renouvellement des magistrats" (n° 2567)
- **Mme Juliette Boulet** au ministre de la Justice sur "les inquiétudes du Conseil supérieur de la Justice sur la publication des places vacantes" (n° 2577)
- **M. Renaat Landuyt** au ministre de la Justice sur "les conséquences de la circulaire n° 154" (n° 2621)

10.01 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Le Conseil supérieur de la Justice a dénoncé une nouvelle fois la circulaire 154. Le fonctionnement des cours et des tribunaux demeure problématique en raison des retards dans la publication des fonctions vacantes.

De l'avis du ministre, est-il normal que plus de neuf mois s'écoulent avant qu'une place vacante soit

pourvue? Est-il disposé à revoir la circulaire ou certaines parties de celle-ci? Prendra-t-il des mesures afin que l'on n'attende plus deux à trois mois avant de publier les fonctions vacantes?

10.02 Olivier Maingain (MR): Actuellement, compte tenu de la durée de la procédure de nomination ou de désignation estimée à 200 jours, une place vacante ne peut être pourvue avant un délai de neuf mois. Au mois d'août dernier, vous aviez laissé entendre que cette procédure serait abrégée. Le CSJ constate qu'il existe toujours un retard dans les publications, auquel s'ajoutent le retard dans le remplacement du personnel judiciaire et le gel des désignations pour des mandats spécifiques en période d'affaires courantes. De plus, un grand nombre de magistrats partiront à la retraite dans un futur proche.

Les publications de places vacantes de magistrats se font-elles bien dans le mois? Quelles sont les dispositions prévues pour anticiper les renouvellements de magistrats à venir afin de garantir le bon fonctionnement des juridictions?

10.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Le CSJ lance un signal d'alarme en demandant qu'on envisage une réévaluation des mesures actuelles ou, au moins, la suppression du délai d'attente avant la publication des places vacantes.

Que répondez-vous au CSJ? Quelles démarches avez-vous entreprises à ce sujet? Quelles dispositions est-il possible de prendre dans le cadre des affaires courantes?

10.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): J'ai déjà donné des éléments de réponse à la commission du 2 février 2011. Pour la nomination des magistrats, mon administration tient compte de la décision du gouvernement demandant à chaque SPF de réaliser d'importantes économies sur l'ensemble des crédits budgétaires pour les dépenses de personnel, non seulement en 2010 mais aussi en 2011.

Le non-remplacement des départs est un principe de base important de ce point de vue.

En ce qui concerne l'organisation judiciaire, j'ai toujours dit qu'il fallait garantir que les cadres légaux soient remplis.

(*En français*) Il convient de respecter le cadre des magistrats, fixé par la loi. Cela dit, je suis confronté à la nécessité de faire des économies. Cette circulaire a été conçue afin de trouver des solutions.

(*En néerlandais*) J'ai fait le choix de réaliser les économies demandées en ralentissant légèrement le rythme auquel il est pourvu aux places vacantes. Cela signifie concrètement qu'une place vacante le reste pendant une période de deux mois. La plupart des magistrats quittant leurs fonctions partent tout simplement à la retraite ou annoncent en temps voulu qu'ils souhaitent le faire. Dans ces cas, leur remplacement peut être parfaitement organisé.

Par mesure de précaution et pour des raisons organisationnelles, j'avais par ailleurs décidé de regrouper les publications des places vacantes par périodes de deux mois. Depuis septembre 2010, j'ai assoupli cette mesure, si bien que toutes les places vacantes font à nouveau l'objet d'une publication mensuelle. Il en résulte que, dans la plupart des cas, les places vacantes peuvent même être pourvues plus rapidement.

En ce qui concerne la demande d'accélération des procédures de nomination et de désignation, je fais observer que les procédures prévues par le Code judiciaire visent le déroulement le plus objectif possible du processus de recrutement.

Les candidats ont la possibilité de faire part de leurs observations à chaque étape de la procédure d'avis. Les délais sont raccourcis dans toute la mesure du possible. Dès que le Conseil supérieur de la Justice a pris une décision, nous essayons de la publier dans les plus brefs délais, généralement avant les délais légalement impartis.

Je suis conscient que la mise en œuvre de ces procédures, en vigueur depuis août 2000, pourrait se faire de manière plus moderne et plus rapide. C'est une chaîne légale qu'il n'est pas aisé de rompre, à moins d'abolir la procédure par le biais du Conseil supérieur de la Justice et de réintroduire les procédures antérieures. Je ne pense toutefois pas qu'une telle initiative serait soutenue par une majorité au Parlement.

(*En français*) Concernant la désignation de magistrats aux mandats de juge de la jeunesse, juge d'instruction, juge des saisies, premier substitut auprès du parquet de première instance, avocat général et premier avocat général près les parquets généraux, les propositions formulées par les chefs de corps ne peuvent être exécutées pendant la période des affaires courantes. La désignation aux mandats adjoints du siège peut, quant à elle, se poursuivre. Les chefs de corps ont la possibilité de désigner par ordonnance des magistrats en application de l'article 80, alinéa 2, du Code judiciaire pour une durée maximum de deux ans renouvelables. Pour les juges consulaires, 150 à 175 places sont vacantes et ne peuvent être pourvues en période d'affaires courantes.

10.05 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Il n'est que normal que le ministre ne touche pas aux cadres. Des économies sont possibles ailleurs. Nous avons par exemple déjà eu une discussion sur le coût élevé des écoutes téléphoniques.

10.06 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): L'arrêté royal sera bientôt publié. Il entraînera 30 % d'économies.

10.07 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): La concertation avec les magistrats pourrait faire surgir de nombreuses idées d'économies qui n'auraient pas d'effet négatif sur le service au citoyen. Le choix qui a été fait par le biais de la circulaire 154 a bel et bien un impact sur le fonctionnement de la Justice. Pendant combien de temps le ministre souhaite-t-il maintenir ces économies? Attend-il un nouveau gouvernement?

10.08 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Les économies font l'objet de nouvelles discussions dans le cadre du budget 2011. Le débat a été relancé sur la manière dont nous pourrions nous conformer aux normes européennes. La question portera sur l'ampleur des économies globales que tous les départements devront réaliser. Le débat sera plus délicat que jamais. Je vais devoir lutter pour empêcher que le service ne soit totalement menacé. Je compte sur le Parlement pour me soutenir afin d'obtenir une hausse du budget de la Justice.

Du côté du personnel pénitentiaire, il n'y a pas de marge pour réaliser des économies. La pression liée à la surpopulation est énorme. Je n'y touche donc pas.

Pour l'administration, je peux en revanche mettre en œuvre certaines méthodologies.

En ce qui concerne l'ordre judiciaire, le débat sur la circulaire découle de deux possibilités de mesures d'économie: un ralentissement au niveau de la nomination du personnel et le poste des greffiers d'audience.

Un certain nombre d'huissiers sont attribués par cour d'appel, à elles d'organiser les choses concrètement. On constaterait même un excédent à Anvers. Il n'a pas encore été décidé si les budgets libérés pourraient servir à autre chose.

10.09 Olivier Maingain (MR): Prenons l'hypothèse hors affaires courantes du remplacement normal des magistrats qui partent à la retraite: la procédure telle qu'organisée actuellement ne permet pas d'anticiper, dès lors qu'il y a un certain délai entre le moment où le magistrat annonce son départ à la retraite et le moment où l'on prévoit son remplacement. Vous avez la possibilité de revoir cette procédure. Quand on sait qu'un fonctionnaire part et qu'il faut le remplacer, on peut organiser son remplacement de sorte qu'à la date du départ, le successeur soit désigné.

Il y a aussi le problème du départ à la retraite de magistrats laissant en suspens des procédures. Si je ne me trompe, une solution existe à la Cour constitutionnelle, qui consiste à permettre à des magistrats en retraite de continuer à siéger dans les affaires dont ils ont eu à connaître. C'est un gain de temps et d'efficacité, mais j'ignore si cette solution vaut pour les cours et tribunaux. Cela éviterait de devoir recomposer le siège et de devoir reprendre, dans certains cas, la procédure *ab initio*.

10.10 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): J'abonde dans le sens de mes collègues. Rallonger les délais m'a toujours paru étrange, notamment pour assurer la continuité des dossiers et le transfert des connaissances, surtout dans le cas d'un départ à la retraite. Je comprends la nécessité de faire des économies, mais je trouve cela parfois assez dangereux.

À en juger par le baromètre judiciaire, ce n'est pas la bonne réponse. Je ne peux donc que rejoindre les inquiétudes du CSJ sur cette circulaire 154.

10.11 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): La question est de savoir dans quelle mesure ceux qui sont promus ont l'obligation de finaliser les dossiers dans lesquels ils ont fonctionné. Est-on empêché d'être promu en raison de la durée des affaires ou peut-on l'être, avec obligation de finaliser les dossiers? C'est un élément clef de la continuité du service. D'autres exemples existent, mais on devrait d'après moi le faire également dans le cas des promotions.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "le transfert de factures relatives à des interventions policières vers la Justice" (n° 2400)

11.01 Sophie De Wit (N-VA): La police locale de la zone HerKo, qui regroupe les communes de Herent et de Kortenberg, est souvent appelée pour des interventions d'urgence au centre fermé d'Everberg. Elle est en outre tenue d'assurer le transfert à l'hôpital de détenus d'Everberg et de patients psychiatriques séjournant dans l'établissement de Kortenberg et d'assurer leur garde durant ce transport. Ces missions ont évidemment un coût. Les moyens financiers de la zone ont cependant été fixés avant l'installation du centre fermé sur son territoire. Le bourgmestre de Kortenberg – également président de la zone HerKo – a déclaré qu'il enverrait la facture de ces interventions au SPF Justice. Si ce dernier refuse de payer, le bourgmestre menace de faire appel à un huissier de justice!

Que pense le ministre de cette situation?

11.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Au printemps 2009, les problèmes concrets de la zone de police HerKo ont été examinés au cours de plusieurs réunions regroupant les responsables des polices locale et fédérale, de l'Intérieur, de la direction du corps de sécurité et des délégués de l'administration pénitentiaire. Le 27 mars 2009, je me suis rendu en compagnie du ministre de l'Intérieur de l'époque, M. De Padt, à Everberg où j'ai rencontré le gouverneur du Brabant flamand, les bourgmestres de la zone de police concernée, le chef de corps, le directeur coordinateur administratif de l'arrondissement et la direction du centre fermé.

Il a été convenu que la Justice veillerait à ce que les agents de sécurité soient suffisamment nombreux. Cette équipe serait affectée à la zone et serait établie auprès du dirco de Louvain. Le chef de corps introduirait un dossier, par le biais du conseil de police de la zone HerKo, pour modifier le cadre de police en l'adaptant, entre autres, à la norme KUL. Il serait demandé au gouverneur de province de prévoir assez d'équivalents temps plein au niveau du corps d'intervention.

La mise en place d'un corps de sécurité a commencé le 15 juillet 2009 et était réalisée à la fin de l'été 2009 par l'incorporation de sept équivalents temps plein. Dans le cadre du contrôle budgétaire de 2010, j'ai tout mis en œuvre pour obtenir une subvention supplémentaire pour la zone de police HerKo et, en décembre 2010, une dotation supplémentaire de 84 000 euros lui a été octroyée. D'autres zones connaissant des conditions analogues à celles de HerKo ont aussi obtenu un montant adapté.

À long terme, l'élargissement des missions légales du corps de sécurité permettra de réduire l'incidence sur le fonctionnement des services de police. Pour le reste, il faudra revoir la norme KUL de manière à prendre pleinement en compte la présence d'un ou de plusieurs établissements pénitentiaires sur le territoire d'une zone de police en particulier. Dans le futur, le corps de sécurité assumera donc de plus en plus la responsabilité de la police.

L'incident est clos.

12 Questions jointes de

- **Mme Jacqueline Galant au ministre de la Justice sur "le dossier relatif à l'incendie criminel des Mésanges" (n° 2483)**
- **Mme Juliette Boulet au ministre de la Justice sur "le suivi du dossier des Mésanges" (n° 2579)**

12.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): De plus en plus de victimes de la catastrophe de Buizingen prennent la parole sur les lacunes, les retards ou le manque de transparence du suivi. On a lu dans la presse que le collectif des Mésanges avait été très déçu des conclusions remises.

Je vous ai interrogé, il y a un mois, sur le suivi apporté aux victimes. Il y avait eu une rencontre avec votre prédécesseur, M. Vandeurzen, qui s'était engagé à assurer un suivi précis des victimes, via les maisons de justice.

Mme Onkelinx m'avait répondu qu'elle n'avait pas obtenu de réponse de la part des autorités judiciaires concernant une liste des victimes et le suivi psychologique auquel elles avaient droit. Elle m'a dit qu'elle avait demandé une liste mais qu'elle ne l'avait toujours pas reçue et qu'il lui était donc difficile de proposer un suivi psychosocial individuel ou toute autre mesure.

Où en est-on? Ce problème a-t-il été résolu? Les contacts entre les deux ministères ont-ils été établis?

12.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Le dossier de l'incendie a été transmis au parquet général de Mons afin de pouvoir le mettre en parallèle avec celui de la gestion de la Sorelobo et d'enquêter sur les éventuelles responsabilités des instances dirigeantes de cette société, avec une implication éventuelle du ministre Didier Donfut et du gouverneur Claude Durieux en termes de sécurité de l'immeuble incendié.

L'enquête s'est poursuivie. Les avocats des parties civiles ont été avisés de son timing, ont eu accès aux pièces et ont pu exprimer leurs observations, qui ont justifié de nouvelles auditions. Le 10 décembre, les parties ont été informées de la clôture de l'enquête et de la décision de mettre fin aux poursuites à l'encontre des personnes bénéficiant d'un privilège de juridiction.

Comme cette question est définitivement tranchée, le dossier va pouvoir désormais être traité au fond. Le procureur général ne devrait plus rencontrer les victimes. Le magistrat traitant ce dossier a eu divers contacts avec les avocats qui sont tenus au courant du suivi de la procédure. Les victimes ont été accompagnées par les maisons de justice. Le parquet général n'a pas eu connaissance de la demande transmise par Mme Onkelinx pour obtenir une liste des victimes. Les maisons de justice accomplissent ce qu'elles doivent faire.

12.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Il serait intéressant que ce dossier ne reste pas dans toutes les mémoires comme un mauvais souvenir d'une procédure judiciaire mal gérée. Ce qui est fâcheux, c'est qu'il y a eu des rencontres auprès du ministre Vandeurzen, puis auprès de la ministre Onkelinx, avec des engagements très clairs. La population avait retenu ces engagements, et en l'absence de réponse, en a conclu que le politique et la justice ne l'écoutent pas. Il faut casser cela en apportant des réponses.

L'incident est clos.

13 Questions jointes de

- **M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "les révélations de WikiLeaks concernant l'extradition de Nizar Trabelsi" (n° 2507)**

- **M. Siegfried Bracke au ministre de la Justice sur "l'extradition de Nizar Trabelsi" (n° 2517)**

13.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Selon des câbles diplomatiques publiés sur le réseau WikiLeaks le 2 février, la Belgique ne s'opposerait pas à l'extradition vers les États-Unis de Nizar Trabelsi, même si cette décision pouvait susciter la colère des islamistes envers la Belgique. On y affirme même que cette extradition était déjà acquise. Cela va à l'encontre de ce que vous m'aviez répondu récemment, disant que vous n'aviez pas encore pris de décision.

Confirmez-vous la validité de l'analyse américaine, selon laquelle le dossier d'extraction de Trabelsi ne serait plus qu'une formalité technique? Quelle est votre analyse sur les risques encourus par l'intéressé en cas d'extradition vers les États-Unis? Considérez-vous que cette extradition peut être mise en œuvre en affaires courantes?

13.02 Siegfried Bracke (N-VA): Les révélations de WikiLeaks nous apprennent que M. Trabelsi aurait

l'intention de commettre un acte de criminalité grave au sein de la prison, par exemple assassiner un gardien, pour éviter qu'il soit extradé. Il devrait alors à nouveau comparaître devant le tribunal et pourrait rester en Belgique.

Comment le ministre évalue-t-il les risques en matière de sécurité de l'incarcération de Nizar Trabelsi? A-t-on pris des mesures supplémentaires afin d'empêcher que ce scénario prenne forme?

13.03 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): L'analyse américaine révélée par WikiLeaks date de 2008 et 2009; elle n'est qu'un point de vue de l'ambassade américaine à ce moment-là. Je n'ai aucune responsabilité quant aux informations communiquées aux États-Unis par l'ambassadeur américain.

La conclusion que je lis, à savoir que "l'extradition est déjà acquise", est une interprétation hors de la portée de ces messages. C'est le gouvernement belge qui prend une décision, sur base d'une demande d'extradition. En outre, une extradition n'est rarement qu'une formalité technique, car toutes les conditions conventionnelles et légales sont toujours vérifiées de manière approfondie.

Dans ce dossier, la question du *timing* n'est pas pertinente, d'autant que l'exécution de la peine belge n'est pas terminée et qu'il reste des moyens procéduraux contre une décision d'extradition ultérieure.

(*En néerlandais*) Je prends avec des pincettes les prétendues révélations de Trabelsi. Il ne s'agit ici, en fin de compte, que d'une interprétation de l'ambassadeur américain.

Les risques pour la sécurité liés à la détention de Trabelsi sont gérés par la direction générale des Institutions pénitenciaires dans le cadre de l'exécution de la peine. Cela relève de ses compétences et je n'ai aucun commentaire à faire à ce sujet. Il n'y a, par ailleurs, aucune raison de présumer que la menace pressentie il y a deux ans par l'ambassade américaine soit toujours d'actualité aujourd'hui.

Rien ne laisse supposer que l'extradition de Trabelsi ne puisse pas se réaliser, même en période d'affaires courantes. Toutefois, je ne peux prendre cette décision qu'une fois le dossier clôturé. Ce n'est pas le cas aujourd'hui parce qu'une partie de la peine reste à purger et que des procédures peuvent encore être intentées. Je suis ce dossier de très près. Les périodes d'affaires courantes ne sont pas rares dans l'histoire de la Belgique. Cela ne m'empêchera pas de prendre la décision en temps utile, mais il n'est pas question de l'anticiper.

13.04 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Ce dossier vient peu après la polémique née autour de M. De Crem. Les parlementaires ont raison de se poser des questions sur les rapports entre les autorités belges et américaines. Votre réponse me rassure: les autorités belges sont indépendantes.

Avec une extradition comme celle-ci, il y a un impact géopolitique certain. On évoque la colère potentielle des islamistes. Cette extradition serait un acte politique fort. Il y a donc toujours un point d'interrogation sur les affaires courantes.

Quant au danger que représente l'individu, je l'ai rencontré. Je relativiserai donc aussi cet aspect-là.

13.05 Siegfried Bracke (N-VA): Trabelsi doit donc d'abord purger sa peine en Belgique. Une extradition éventuelle n'étant pas à l'ordre du jour avant la fin de cette période, toutes les questions relatives aux risques de sécurité accrus sont donc actuellement, en quelque sorte, dépourvues de pertinence.

13.06 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Votre résumé de la situation n'est pas tout à fait correct. Plusieurs éléments doivent être pris en considération simultanément. D'une part, il y a des éléments concernant l'exécution de la peine conformément au droit belge et, d'autre part, certains éléments de procédure doivent encore être complétés. Le dossier n'est dès lors pas encore en état d'être soumis au gouvernement. L'extradition est une procédure importante revêtant une signification politique. La situation d'affaires courantes n'empêche pas qu'il convient à un moment donné de prendre une décision dans le cadre de procédures en cours. Ce dossier est très complexe et ne concerne pas seulement la peine d'emprisonnement. J'espère qu'il pourra être finalisé à bref délai et qu'une décision pourra intervenir concernant l'extradition éventuelle de l'intéressé.

L'incident est clos.

14 Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "la libération de trois suspects d'effractions à Paal-Beringen" (n° 2589)

14.01 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je ne dispose pas encore de la réponse du parquet et je propose dès lors de reporter cette question.

La **présidente**: La question est reportée.

L'incident est clos.

15 Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "les signalements et plaintes concernant des abus sexuels reçus par le Palais" (n° 2381)

15.01 Bert Schoofs (VB): Il est apparu au cours des débats au sein de la Commission spéciale relative au traitement d'abus sexuels que les victimes ne s'adressent pas souvent à la Justice mais plutôt à d'autres instances.

De telles plaintes ou dénonciations ont-elles également été envoyées au Palais royal? Dans l'affirmative, de combien de plaintes s'agit-il au total pour la période de 1996 à 2011? Qu'est-il advenu de ces plaintes? Quelle a été la réaction du Palais? Les plaintes ont-elles été transmises à la Justice? Dans combien de cas s'agissait-il de dénonciations spécifiques d'abus sexuels sur des mineurs et quel traitement y a été réservé?

15.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le Palais a reçu de nombreux courriers mais aussi des plaintes. Celles-ci sont transmises aux départements compétents ou concernés. Le département de la Justice est souvent aussi saisi directement des mêmes dossiers.

Toutes les dénonciations d'abus sexuels adressées au Palais sont portées à la connaissance de la cellule stratégique et sont évidemment transmises à un parquet ou au parquet général, à un procureur ou au procureur fédéral, en fonction du contenu du dossier. Une réponse, dans laquelle on essaie toujours de fournir un maximum d'informations utiles, est toujours envoyée aux citoyens. Mais il n'existe pas de statistiques des courriers envoyés par le Palais. La réponse envoyée n'est donc pas une réponse standard.

15.03 Bert Schoofs (VB): Il semble que le problème tel qu'il se pose depuis quelques mois n'ait jamais été perçu ou ressenti comme un phénomène social. J'espère qu'on y remédiera à l'avenir et qu'on collectera les chiffres en la matière. Certains phénomènes sociaux doivent être surveillés de près. Particulièrement depuis l'affaire Dutroux, des défaillances sont à déplorer à tous les échelons de la société ainsi qu'au Palais royal, semble-t-il.

15.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je ne partage pas cette conclusion. Toutes les informations qui parviennent au Palais sont relayées et ajoutées aux statistiques habituelles. Je ne partage pas non plus l'opinion selon laquelle rien n'a été fait depuis l'affaire Dutroux. Sans doute la commission spéciale se penchera-t-elle aussi sur le suivi réservé aux conclusions et aux recommandations formulées après l'affaire Dutroux.

15.05 Bert Schoofs (VB): Je n'ai pas dit que rien n'a été fait mais si ce dossier avait fait l'objet du suivi adéquat pendant toutes ces années, nous n'aurions pas eu à nous pencher à nouveau sur les abus sexuels dans le cadre d'une commission. Je regrette également que toutes les informations ne figurent pas dans les statistiques. Elles auraient pu constituer un élément supplémentaire pour la commission "Abus sexuels".

L'incident est clos.

16 Questions jointes de

- M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "la prise d'otage de ce 3 février 2011 au sein de l'annexe psychiatrique de l'établissement pénitentiaire de Namur" (n° 2563)
- M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "la prise d'otage et le meurtre à la prison de Namur"

(n° 2588)

- Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "le drame survenu dans la prison de Namur" (n° 2595)
- M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur "la prise d'otages à la prison de Namur" (n° 2605)
- Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "la prise d'otage à la prison de Namur" (n° 2608)

16.01 Bert Schoofs (VB): Un détenu a été tué le 3 février 2011 dans la prison de Namur. L'auteur des faits, connu comme étant extrêmement violent, a ensuite pris plusieurs personnes en otage.

Le ministre peut-il nous éclairer davantage sur ces événements? Comment l'auteur a-t-il pu se procurer les lames de rasoir qu'il aurait semble-t-il assemblés en un collier autour du cou de ses otages? Comment a-t-il pu tuer un codétenu? Disposait-il d'armes? Comment est-il parvenu à garder quatre personnes en otage? Quel était son régime carcéral? Quelles mesures prend-on pour éviter de telles situations?

16.02 Sophie De Wit (N-VA): L'auteur était connu comme étant extrêmement dangereux. Je suppose que des mesures supplémentaires sont prises à l'égard de tels détenus, notamment en matière de surveillance.

Cet incident a-t-il été rendu possible par un dysfonctionnement sur le plan de la sécurité de la prison? En plus d'être violent, cet homme était en effet également connu pour ses évasions. Quels enseignements peut-on tirer de ce drame?

16.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): La mort d'un détenu ce jeudi à la prison de Namur, provoquée par un autre détenu qui connaît des problèmes psychiatriques, doit nous pousser à tirer toutes les conclusions.

On annonce depuis des années la fermeture de cette prison et son remplacement par celle de Sambreville, dont le dossier n'avance pas. En attendant, les conditions de travail et d'accueil se dégradent alors que les travailleurs font tout ce qu'ils peuvent pour gérer des cas difficiles et veillent à ce que les détenus aient des perspectives de réinsertion à leur sortie de prison.

Quel est le bilan tiré par vos services suite à cet incident? La vétusté des bâtiments est-elle en cause? L'amélioration de l'infrastructure de la prison de Namur figure-t-elle dans vos priorités? Quelles sont les mesures que vous comptez apporter dans les prisons quant à l'accueil de personnes présentant des problèmes psychiatriques? Quelles sont les mesures de soutien psychologique décidées au bénéfice du personnel de la prison, des détenus et de leur famille à la suite de cet incident?

16.04 Carina Van Cauter (Open Vld): Ces événements démontrent une fois de plus que les personnes internées ne devraient pas se trouver dans les prisons. Fin 2009, le ministre avait déclaré que les prisons comptaient 1 094 personnes internées. Il avait alors évoqué un plan à long terme, la construction de centres de détention psychiatriques, le circuit externe de soins, la formation spécifique des gardiens de prison pour leur permettre de gérer les personnes internées et les équipes de soins spécialisés pour les personnes internées. Il s'agit là d'une liste de mesures positives, mais l'objectif final reste un accueil spécifique dans des centres de détention psychiatriques.

Ces équipes de soins existaient-elles à Namur? Les gardiens avaient-ils reçu la formation nécessaire pour gérer les personnes internées? Ces mesures demeurent-elles insuffisantes pour garantir la sécurité des codétenus et des gardiens?

Où en est la construction des centres de détention psychiatriques de Gand et d'Anvers? Quand peut-on espérer la mise en service de ces centres de détention? Quel sera le personnel affecté à ces centres?

16.05 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je regrette profondément cet incident et je voudrais faire part de toute ma sympathie vis-à-vis des membres du personnel qui ont été les victimes de cette prise d'otages et vis-à-vis de la famille du détenu décédé.

(*En français*) Le 3 février, Salek Hilami, à la fois interné et condamné, a pris en otages quatre membres du personnel de l'annexe psychiatrique de la prison de Namur.

Il s'agit d'un assistant de surveillance pénitentiaire, d'un éducateur, d'une ergothérapeute et d'une infirmière.

Il tenait par le cou l'agent pénitentiaire et, de l'autre main, brandissait une arme blanche artisanale. Immédiatement, l'alarme a été donnée, et la police a été prévenue.

Le personnel de la prison, le personnel soignant, les assistants pénitentiaires et psychiatriques et le directeur ont tenté de calmer la situation et de négocier avec le preneur d'otages. Un négociateur de la police a également essayé de le raisonner, en vain.

Salek Hilami voulait cinq armes à feu et un fourgon cellulaire. Il menaçait, s'il n'était pas entendu, de tuer quelqu'un. Il a exigé la liste des internés résidant à l'annexe, car il avait apparemment l'intention de tuer un pédophile pour montrer sa détermination. La direction a essayé de gagner du temps mais, devant la menace grandissante et certaine de voir le détenu exécuter un otage, cette liste lui a été remise. Il ne semble pas en avoir fait usage.

Hilami aurait – l'enquête est en cours – changé d'idée en faisant amener un codétenu qu'il aurait étranglé avec sa ceinture avant de le pendre à la grille. Toujours selon nos informations, le codétenu devait initialement participer à cette tentative d'évasion, mais se serait rétracté.

Après trois heures, Hilami a été neutralisé par les services spécialisés. Des armes non létales ont été utilisées. Hilami et l'assistant de surveillance pénitentiaire pris en otage ont tous deux été blessés et amenés à l'hôpital. Les quatre membres du personnel ont été extrêmement choqués et ont été pris en charge par les équipes sociales de la police. La hiérarchie et les membres des équipes de soins de Paifve et de Jamioulx sont venus en renfort.

La direction régionale s'est également rendue sur les lieux.

J'exprime mon soutien aux quatre membres du personnel pris en otage et je salue le courage et le professionnalisme de l'ensemble du personnel de la prison impliqué dans la gestion de l'incident.

Hilami n'avait pas posé de problème particulier au cours des derniers mois. Son état s'étant détérioré depuis le début de l'année, il avait été, par précaution, démis de son emploi en cuisine et placé à l'annexe psychiatrique. Il est possible que cette décision et la détérioration de son état aient été le déclencheur de l'incident. La direction de la prison a, compte tenu du dossier, pris la décision qui s'imposait; aucune erreur dans la gestion du cas individuel ne semble pouvoir lui être imputée.

(En néerlandais) Ce drame n'a strictement rien à voir avec une éventuelle déficience de la sécurité de l'infrastructure. Il s'agit d'un incident exceptionnel qui aurait pu se produire dans la prison la mieux sécurisée. Les contacts physiques entre le personnel et les détenus ne peuvent être complètement évités. À partir du moment où des contacts se produisent, des incidents comme la prise d'otage ne peuvent être totalement exclus. L'administration pénitentiaire fait tout ce qui est en son pouvoir pour que la sécurité dans les prisons soit maintenue au meilleur niveau, mais le risque zéro n'existe pas.

L'enquête judiciaire étant en cours, je ne peux divulguer que des informations limitées sur ces faits. Je ne sais pas d'où venaient les lames de rasoir. Hilami s'est retranché dans le poste central de l'aile psychiatrique et a réussi, en franchissant le sas de sécurité situé à l'entrée de la section, à maintenir les otages séparés. Ces derniers étaient des membres de l'équipe soignante. Le personnel du département psychiatrique a reçu les formations nécessaires.

Les centres psychiatriques légaux sont en effet mieux outillés pour l'accueil des internés. Des investissements sont réalisés dans ce domaine. Pour Gand, la Régie des Bâtiments a reçu toutes les offres mi-décembre 2010 et devrait rapidement passer à l'adjudication et à l'engagement. J'ai demandé à la Régie un calendrier détaillé, mais je ne l'ai pas encore reçu. Le calendrier communiqué précédemment, c'est-à-dire le milieu de l'année 2013, reste d'application.

Pour Anvers, les discussions entre toutes les parties concernées, le maître d'ouvrage de la ville et l'architecte flamand sont terminées. En effet, ces derniers doivent rendre un avis à chaque fois qu'un immeuble de plus de 10 000 m² est construit. Leurs avis n'ont pas été d'emblée positifs et des négociations supplémentaires ont été menées entre les concepteurs, le maître d'ouvrage d'Anvers et le maître d'ouvrage flamand. Ces négociations sont aujourd'hui terminées. Le projet d'esquisse est en passe d'être achevé, la dernière main

doit être mise à l'avant-projet d'ici peu et la demande de permis devrait être introduite à court terme.

C'est le codétenu qui y a laissé la vie. Les otages appartenaient au secteur des soins et n'étaient pas des assistants de sécurité pénitentiaires, comme on appelle les gardiens de prison.

Nous investissons actuellement dans la création de 500 places pour les personnes internées, mais plus de 1 000 internés séjournent actuellement en prison. Il s'agit d'une priorité politique. Les Communautés et les Régions devraient toutefois également créer des places supplémentaires.

16.06 Bert Schoofs (VB): Le ministre a fait état d'assistants de sécurité. S'agit-il de gardiens de prison qui bénéficient d'une formation spécifique ou ai-je mal compris?

16.07 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le dernier accord social désigne cette catégorie d'agents sous l'appellation "agent pénitentiaire". Les termes "agents pénitentiaires" ou "assistants de sécurité pénitentiaires" remplacent désormais l'appellation de gardiens de prison.

16.08 Bert Schoofs (VB): Nous nous trouvons face à un problème préoccupant et de tels faits risquent de se reproduire aussi longtemps que tous les internés dangereux ne seront pas accueillis dans des structures appropriées.

16.09 Sophie De Wit (N-VA): Le constat principal est que les internés n'ont pas leur place en prison et nécessitent une infrastructure particulière. J'espère que l'échéance de 2013 pour la construction des centres de psychiatrie légale sera maintenue.

16.10 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Il y a de quoi être choqué par la description des événements.

Il faut trouver une solution spécifique pour ce type de détenus. Parmi les établissements envisagés pour le futur, peut-être faudrait-il en réserver l'un ou l'autre pour la gestion de ce type de cas.

Vous me répondez que l'état de la prison de Namur n'intervient pas dans l'incident. Néanmoins, il me semble que cette prison a besoin d'investissements minimaux de rafraîchissement et de sécurité. Je reste persuadé que ce n'est pas demain la veille qu'elle sera fermée.

16.11 Carina Van Cauter (Open Vld): Heureusement, les assistants de sécurité pénitentiaire ont reçu les formations spécifiques requises. Beaucoup d'incidents sont assurément prévenus de la sorte mais le risque zéro n'existe évidemment pas.

16.12 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Dans les nouvelles institutions, nous ferons appel au secteur privé pour l'accompagnement des personnes internées.

16.13 Carina Van Cauter (Open Vld): Peut-être devrions-nous sensibiliser dès à présent la population à cette question, de sorte que ceux qui voudraient travailler dans pareils établissements commencent déjà à suivre les formations requises. Il serait regrettable qu'on ne trouve pas de personnel formé à cet effet lorsque les établissements seront enfin prêts. Des progrès sont enregistrés dans les dossiers relatifs aux bâtiments de Gand et d'Anvers. J'espère que les moyens nécessaires seront aussi prévus. Les décrets relatifs à la concertation avec les maîtres d'ouvrage, d'une part, et la problématique des internés, d'autre part, constituent des aspects bien différents. Il faut oser établir des priorités. La sécurité des internés ne prime-t-elle vraiment pas l'esthétique du bâtiment?

16.14 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le rôle du maître d'ouvrage et la responsabilité de l'architecte sont des éléments très concrets. Le dialogue est primordial pour pouvoir formuler de manière plus pointue, justement, une vision du séjour des internés dans une infrastructure fermée. Il ne s'agit donc pas d'esthétique pure, mais de la vision et des objectifs.

L'incident est clos.

17 Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "l'erreur dans le pourvoi en

cassation d'Els Clottemans" (n° 2301)

17.01 Carina Van Cauter (Open Vld): Une erreur a-t-elle été commise dans l'enregistrement du pourvoi en cassation de Mme Clottemans? L'instruction du Collège des procureurs généraux a-t-elle été suivie dans la prison où elle est détenue? Qu'en est-il du système automatisé?

17.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Après un incident antérieur dans une prison, le directeur général de l'administration pénitentiaire a envoyé, le 5 mars 2009, des instructions aux directions des prisons en vue d'instaurer une procédure uniforme et précise pour le traitement des déclarations d'opposition, d'appel ou de pourvoi en cassation émanant des détenus. Ces directives ont été intégrées au programme de formation du nouveau personnel administratif des greffes des prisons.

Il est fait usage d'un registre unique, dans lequel l'agent pénitentiaire prend acte de la déclaration du détenu. Cette déclaration est signée par le détenu comme par l'agent pénitentiaire. Le registre est ensuite transmis au responsable du greffe de la prison, qui signe également et qui garantit la rédaction de l'acte de déclaration, d'appel ou de pourvoi en cassation et l'envoi au parquet ou au greffe compétents. Tout autre intervenant est également tenu de signer le registre. Grâce à l'utilisation de ce registre unique la chaîne n'est jamais interrompue.

L'automatisation de la procédure permettant à un détenu de former opposition ou d'aller en appel est prévue dans le cadre du développement de la prochaine version du programme SIDIS qui sera utilisé par les greffes des prisons. Cette évolution pourrait éventuellement nécessiter une modification de la loi du 28 juillet 1893.

Aucune erreur n'a été commise dans l'affaire Clottemans sur le plan de l'application des procédures. Le 25 octobre 2010, Mme Clottemans a fait savoir oralement à son assistant de sécurité pénitentiaire qu'elle souhaitait se pourvoir en cassation contre l'arrêt du 21 octobre 2010. Cette déclaration a été dûment inscrite au registre. Le greffe a rédigé le jour même un acte de pourvoi en cassation qui a ensuite été signé par Mme Clottemans. Cette dernière n'a cependant pas mentionné à ce moment que l'acte était incomplet et qu'elle désirait également se pourvoir en cassation contre l'arrêt du 20 octobre 2010.

L'acte de pourvoi en cassation a été transmis par la prison au greffe du tribunal de Tongres. Le 4 novembre 2010, l'avocat de Mme Clottemans à Tongres s'est pourvu en cassation contre l'arrêt en ce qui concerne les intérêts civils. Il n'a cependant pas introduit de pourvoi contre l'arrêt sur le plan de la déclaration de culpabilité, alors même que le délai pour le dépôt d'un pourvoi contre les arrêts en matière pénale, prenant fin le 5 novembre, n'avait pas encore expiré.

La prison a appliqué correctement la procédure. Il appartient à Mme Clottemans de fournir la preuve de ses déclarations orales. Ces dernières ne sont en tout état de cause pas corroborées par sa signature sur l'acte de cassation.

17.03 Carina Van Cauter (Open Vld): Le fait de disposer d'un seul registre permettra effectivement d'éviter certaines situations que nous avons connues par le passé. Je n'ai pas de commentaires à faire sur ce dossier spécifique. Les personnes compétentes se prononceront sur ce dossier au moment opportun. Un document présenterait apparemment un caractère contradictoire.

L'incident est clos.

La **présidente**: Nous allons encore traiter les points 29, 37, 38 et 40 de l'ordre du jour et tous les points auront ainsi été traités. Les questions relatives aux autres points de l'ordre du jour ont été retirées ou reportées.

18 Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "le régime carcéral de Farid le Fou" (n° 2540)

18.01 Bert Schoofs (VB): Selon la presse, le tristement célèbre Farid Bamouhammad – dit Farid le Fou – jouirait de certains privilèges à la prison d'Andenne.

Pourquoi y a-t-il une différence de traitement entre Farid le Fou et les autres détenus?

18.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Farid Bamouhammad n'est effectivement pas soumis au même régime que la plupart des autres détenus à la prison d'Andenne, dès lors qu'il a été placé sous un régime de sécurité spécial et individuel. Ce régime comporte d'inévitables restrictions par rapport au régime carcéral normal. Il ne s'agit nullement de privilèges, mais de restrictions destinées à garantir l'ordre et la sécurité.

À la prison d'Andenne, chaque cellule est équipée d'un téléviseur, et lors des heures d'activités communes, les détenus ont la possibilité de téléphoner. Le téléviseur et l'accès au téléphone ne font pas partie des restrictions du régime de sécurité. Il n'est nullement question de traitement de faveur.

18.03 Bert Schoofs (VB): Je pense que l'on essaie d'une certaine manière d'amadouer ce détenu. S'il peut téléphoner pendant une heure, alors que d'autres détenus ne peuvent le faire, et qu'il monopolise le téléphone des gardiens, je m'étonne que le ministre ne considère pas cela comme un privilège.

L'incident est clos.

19 Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "la désignation d'un manager à la cour d'appel de Bruxelles" (n° 2594)

19.01 Sophie De Wit (N-VA): Le ministre a déjà fait savoir précédemment qu'après avoir fait réaliser un audit de la cour d'appel de Bruxelles, il désignera un manager qui exercera la fonction de directeur de gestion. Il épaulera le premier président de la cour d'appel. Ce dernier semble avoir été très sensible à l'annonce du ministre.

Qu'en est-il? Quelle est la description de la tâche de ce manager? Sur la base de quels critères sera-t-il évalué dans deux ans?

Le ministre souhaite étendre le projet pilote. Les autres cours d'appel sont-elles également confrontées à un problème de capacité de management? Ou ce problème se pose-t-il plus particulièrement à Bruxelles? Quand la décision de la désignation d'un directeur de gestion a-t-elle été prise? Comment expliquez-vous qu'il soit possible de désigner un directeur de gestion en période d'affaires courantes mais que ce ne soit pas le cas pour des juges supplémentaires?

19.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le directeur de gestion devra apporter au chef de corps ainsi qu'au comité de gestion de la cour un appui global en matière de management. Je vais remettre à Mme De Wit le texte et le protocole.

Les activités du directeur de gestion seront l'objet d'un suivi rapproché. Le directeur de gestion fournira des tableaux de bord bimestriels attestant l'état d'avancement de ses projets. Tous les six mois, il aura un entretien d'évaluation, dont la finalité sera notamment d'évaluer les progrès qu'il aura réalisés, avec le premier président de la cour, le directeur général Organisation judiciaire du SPF et le ministre de la Justice, ou leurs délégués.

Cette évaluation sera moins une appréciation portée sur le directeur de gestion lui-même qu'un engagement pris par le premier président et par le SPF Justice d'assurer un suivi rapproché de son travail et de lui apporter un appui, ce qui permettra de veiller à ce que le directeur de gestion fasse son travail dans des conditions optimales. L'ordre judiciaire et le SPF Justice pourront tirer des enseignements de ce projet pilote. Le but visé est qu'un directeur de gestion soit également nommé ailleurs.

Ce projet pilote n'implique absolument aucun jugement de valeur sur le fonctionnement de la cour d'appel de Bruxelles. Si nous avons lancé d'abord ce projet pilote dans cette cour, c'est parce qu'il y avait cet audit du Conseil supérieur de la Justice qui a fait apparaître qu'un certain nombre de problèmes s'y posent, qu'un nouveau premier président y a été nommé et que celui-ci a déclaré qu'il souhaite utiliser cet audit comme base de travail, ce qui nécessite toutefois, selon lui, des moyens adéquats.

J'avais déjà inscrit dans le budget 2010 un poste spécial mentionnant spécifiquement les initiatives que j'avais l'intention de prendre en la matière, de préférence à Bruxelles. C'est la raison pour laquelle il m'a été

possible de me référer à cette décision spécifique, ce qui nous a tout de même permis de dire qu'il s'agit de la poursuite d'une initiative et non d'une réforme improvisée. Des moyens spéciaux ont été budgétés pour réaliser ce projet.

Le 25 novembre 2010, nous avons obtenu sur cette base un accord de l'Inspection des Finances en dépit de la circonspection manifestée par celle-ci.

Il s'agit d'une fonction contractuelle d'une durée déterminée.

Je n'ai jamais eu l'intention de pointer un doigt accusateur vers le premier président. Au contraire, j'ai voulu profiter de son enthousiasme pour dire que le moment est venu de tenter une expérience avec un directeur de gestion par priorité à la cour d'appel de Bruxelles. Je déplore que d'aucuns aient mal perçu mes intentions. J'en toucherai encore un mot au premier président et tenterai à cette occasion de remettre les pendules à l'heure car je soutiens ce projet à fond.

19.03 Sophie De Wit (N-VA): Je me réjouis qu'il ne s'agisse que d'un problème de perception. J'estime comme le ministre qu'il s'agit d'une bonne initiative. Je suis curieuse de voir à quels résultats elle aboutira.

L'incident est clos.

20 Questions jointes de

- M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "le nombre de grâces accordées" (n° 2603)

- M. Siegfried Bracke au ministre de la Justice sur "les recours en grâce acceptés par le Roi" (n° 2615)

20.01 Bert Schoofs (VB): En 2010, 75 condamnés ont été graciés, parmi lesquels 69 francophones et 6 néerlandophones seulement. Le nombre total de grâces a baissé par rapport à 2009.

Pourquoi cette diminution du nombre de grâces? Pour quelle raison le nombre de francophones graciés est-il largement supérieur à celui des néerlandophones? Ces derniers introduisent-ils moins de recours en grâce? Le ministre dispose-t-il des chiffres à ce sujet pour 2007, 2008, 2009 et 2010?

20.02 Siegfried Bracke (N-VA): Le ministre a déclaré que ces écarts entre néerlandophones et francophones étaient probablement dus à une différence de politique d'avis des agents de quartier et des parquets concernés. Cette explication est étrange, puisqu'on ne cesse de répéter que le parquet est un et indivisible.

Cela vient étayer la thèse de l'Ordre des barreaux néerlandophones selon laquelle la Justice est de fait déjà scindée selon une ligne de fracture communautaire.

20.03 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Pour ce qui est des propositions d'arrêtés royaux de grâce soumises à la signature royale, le ministre s'appuie sur un dossier préparé à son intention.

Pour ce qui est de la formulation de l'avis de synthèse, le service des Grâces s'appuie sur le manuel de Mathieu et Masson datant de 1955 et surtout sur la directive interne du 4 octobre 1999 du ministre Verwilghen. La modification fondamentale dans la politique en matière de grâces est intervenue au cours de la période Dutroux. La procédure de grâce n'est à présent plus du tout utilisée comme instrument permettant de maîtriser la population carcérale.

On part du principe que la grâce ne peut être accordée que s'il y a une circonstance dont le juge n'a pas ou n'a pas suffisamment pu tenir compte au moment de sa décision et que si cela avait été le cas, il aurait imposé une autre sanction ou une autre mesure, voire aucune.

La grâce ne peut en aucun cas être considérée comme une sorte de troisième instance.

Les chiffres divergent selon qu'il s'agit de dossiers néerlandophones ou francophones, du fait notamment que les avis du service des Grâces résultent de plusieurs avis émis à divers échelons et de différents éléments.

Ces données sont difficilement objectivables. Il est impossible d'établir à quel niveau exactement apparaissent les divergences. Cette question n'a pas encore été étudiée d'un point de vue scientifique.

Tous ces éléments interviennent en effet dans la pondération des divers éléments énumérés et dans l'avis de synthèse. Le service des Grâces traite les dossiers par rôle linguistique, et tous les membres du personnel sont en principe liés par la même directive d'application. Il semble toutefois qu'il y ait quand même des différences, et celles-ci devront peut-être être examinées de plus près.

En 2010, le nombre de demandes de recours en grâce a été pratiquement identique dans les deux rôles linguistiques: 624 pour le rôle linguistique néerlandais et 632 pour le rôle linguistique français. En revanche, la grâce a été accordée 6 fois du côté néerlandophone et 69 fois du côté francophone.

Le nombre de grâces accordées diminue d'année en année. En 2007, 295 demandes de recours en grâce ont abouti, contre 156 en 2008 et 96 en 2009. Par contre, le nombre de demandes introduites reste plus ou moins stable: 1 604 en 2007, 1 475 en 2008, 1 332 en 2009 et 1 256 en 2010.

20.04 Bert Schoofs (VB): Je remercie le ministre pour les chiffres, mais il manque la répartition entre néerlandophones et francophones pour les années 2007, 2008 et 2009.

Si cette différence ne peut pas être expliquée objectivement, il semble alors qu'il y ait une différence de mentalité entre les services. Ce n'est pas le Roi lui-même qui traite ces dossiers.

Il s'agit d'un système archaïque. Nous demandons depuis longtemps la suppression du droit de grâce.

20.05 Siegfried Bracke (N-VA): Il n'existe effectivement pas d'étude scientifique pouvant expliquer la différence, mais la différence existe bel et bien. Il semble bien qu'il existe une manière différente de voir les choses. Par conséquent, les mêmes règles sont appliquées différemment.

20.06 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Les chiffres sont objectifs, il y a eu une différence dans l'application. J'ignore s'il faut encore consacrer un large débat au droit de grâce qui est un problème en voie d'extinction.

La grâce est par ailleurs un instrument technique utilisé par les parquets en cas d'erreurs et de problèmes divers et cette possibilité doit être préservée.

20.07 Bert Schoofs (VB): Il existe peut-être des techniques plus modernes pour aborder ce problème.

L'incident est clos.

21 Question de M. Siegfried Bracke au ministre de la Justice sur "la politique de poursuites en matière d'excision des femmes en Belgique" (n° 2616)

21.01 Siegfried Bracke (N-VA): On peut lire dans un rapport du SPF Santé publique qu'en Belgique, 8 200 femmes ont été excisées ou risquent de l'être. Or cette pratique est explicitement interdite et, depuis 2001, elle est inscrite dans la législation pénale.

Est-il exact qu'aucune poursuite n'a encore été engagée pour pareils faits? Le SPF Justice est-il conscient du problème? Le ministre peut-il commenter le rapport en question? Les personnes actives dans l'enseignement et dans le secteur médical, entre autres, savent-elles qu'elles peuvent signaler ces faits à la Justice? Que pense le ministre de l'instauration d'une obligation de déclaration?

21.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le SPF Santé publique a effectivement fait effectuer une enquête sur l'excision des femmes. Le rapport a été publié en octobre 2010. La conclusion était qu'au 1^{er} janvier 2008, 8 235 filles et femmes étaient excisées ou risquaient de se faire exciser. Pour en arriver à ces chiffres, les enquêteurs ont utilisé diverses sources, à savoir la direction générale Statistique et Information économique du SPF Économie, Kind en Gezin, l'Office de la naissance et de l'enfance de la Communauté française et Fedasil.

Il ressort des chiffres qu'il s'agit d'un phénomène largement répandu. Il faut agir préventivement et tenter de détecter un maximum de faits. Le chiffre de plus de 8 000 filles et femmes ne signifie toutefois pas qu'il existe un nombre équivalent de dossiers dont le parquet doit à présent assurer sans tarder le suivi sur la base d'une infraction pénale. Il s'agit en effet aussi de filles qui risquent de se faire exciser.

Nous devons par conséquent élaborer une stratégie globale: information, prévention, assistance, soins de santé, protection des mineur(e)s en danger, éventuelles poursuites pénales, protection des victimes, formation des personnes confrontées au problème, comme la police ou la magistrature, etc. Il faut également mobiliser le monde médical. Les gynécologues flamands ont déjà demandé des formations à ce sujet, de manière à pouvoir l'appréhender.

Lors du colloque du 4 février 2011, la ministre de la Santé publique a annoncé la mise en place d'une approche multidisciplinaire destinée à l'ensemble des professionnels, médecins, avocats et magistrats. Je soutiens pleinement son initiative.

Il convient aussi de continuer à œuvrer sur le plan pénal. Le Centre international de Santé reproductive a également réalisé une étude sur les différentes législations existantes en matière de mutilations sexuelles.

(En français) Les questions relatives à quelques infractions contre les personnes sont plus difficilement portées à la connaissance du judiciaire que les infractions contre les biens.

(En néerlandais) Il est confirmé de la sorte que la question du suivi, surtout, requerra encore plus d'attention. Il existe bien évidemment une législation spécifique à ce sujet. La commission se penche sur le secret professionnel et sur l'obligation de signalement. Personnellement, je songe plutôt à un droit de signalement.

Ce dernier présente un avantage très important: les acteurs du secteur des soins de santé pourront l'invoquer après avoir posé les actes nécessaires en matière de soins. Il s'agit alors d'une étape suivante utile, qui évitera d'être passible d'une peine ultérieurement puisque les faits auront été signalés. La question qui se pose est de savoir dans quelle mesure il convient de généraliser un droit de signalement dans tous les dossiers où des faits criminels ou pénaux apparaissent. À partir de quand décide-t-on de quitter la phase des soins pour s'adresser à la Justice? L'obligation de signalement présuppose qu'on déclare les faits dès qu'on en a connaissance. Imposer pareille obligation aux acteurs des soins de santé pose problème au niveau de l'essence de leur fonction, de la confidentialité et de la relation qu'ils doivent pouvoir construire avec les victimes.

21.03 Siegfried Bracke (N-VA): Je suis conscient de la difficulté qu'il y a à évaluer la différence entre l'obligation de dénonciation et le droit de dénonciation. La commission est également confrontée à ce problème. Nous recevons régulièrement des courriels émanant du secteur des soins de santé nous implorant de ne pas instaurer l'obligation de dénonciation.

En l'occurrence, il s'agit uniquement de mineurs et du risque d'excision. Comment déterminer l'exposition à un tel risque? Je propose que sur ce point nous n'adoptons pas une attitude trop compréhensive. Nous ne pouvons nous référer à une norme double et tenter de comprendre ces pratiques au travers du prisme des traditions culturelles. Une telle attitude serait inacceptable. C'est là le signal que doit donner notamment le département de la Justice.

21.04 Stefaan De Clerck, ministre *(en néerlandais)*: L'étude scientifique réalisée à ce sujet est intitulée "Étude de prévalence des femmes excisées et des filles à risque d'excision en Belgique". Elle devrait être disponible auprès du SPF Santé publique.

Je suis tout à fait d'accord avec vous pour dire qu'il convient plus que jamais de lutter contre ces phénomènes.

Il s'agit d'un problème qui doit retenir en permanence notre attention. Il est urgent de s'attaquer aux problèmes de l'excision et des autres formes de mutilation ainsi qu'à celui de la violence intrafamiliale dans son ensemble.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 18 h 23.

De vergadering wordt geopend om 14.17 uur en voorgezeten door mevrouw Sarah Smeyers.

01 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Sophie De Wit** aan de minister van Justitie over "het incident tussen een onderzoeksrechter en het gevangenispersoneel van de gevangenis van Sint-Gillis" (nr. 2277)
- de heer **Olivier Maingain** aan de minister van Justitie over "de maatregelen naar aanleiding van het incident in de gevangenis van Sint-Gillis op 16 januari 2011" (nr. 2610)

01.01 Sophie De Wit (N-VA): Twee weken geleden beschikte de minister nog niet over het volledige verslag van de procureur-generaal om mijn vragen over het incident met de onderzoeksrechter in de gevangenis van Sint-Gillis te beantwoorden.

Heeft de minister inmiddels het volledige verslag? Wat voegt het toe aan het feitenrelaas? Hoe beoordeelt de minister het incident nu? Op welke grond werden de drie personeelsleden door de onderzoeksrechter gearresteerd? Welke maatregelen kunnen worden getroffen om dit soort incidenten in de toekomst te vermijden? De vakbonden gewagen van machtsmisbruik door de onderzoeksrechter. Gaat de minister daarmee akkoord?

01.02 Olivier Maingain (MR): U liet eerder verstaan dat u de bevoegde hiërarchische overheid zou vragen bepaalde procedures op te starten indien onderzoeksrechter De Troy op tuchtrechtelijk vlak iets ten laste zou kunnen worden gelegd. Kunt u ons daarover vandaag meer vertellen?

De *Association syndicale des magistrats* sprak zich al uit voor een verduidelijking van de regels met betrekking tot de toegang van de onderzoeksrechters tot de gevangenis. Werden er intussen al meer specifieke instructies gegeven?

01.03 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Bij koninklijk besluit van 3 februari 1994 werd in het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen een artikel *5bis* betreffende de toegang tot de gevangenissen ingevoegd, dat luidt als volgt: 'Ieder die de omheining van een strafinrichting binnenkomt, moet door een metaaldetectieportiek gaan en de andere voor de veiligheid vereiste controlemiddelen ondergaan, met uitzondering van die welke het schaamtegevoel kwetsen.' Op die regel bestaan geen uitzonderingen.

Artikel 139 van hetzelfde besluit bepaalt bovendien dat in al de niet bij het reglement bepaalde gevallen, de gevangenisdirecteurs de maatregelen nemen die hen door de omstandigheden en de voorzichtigheid worden ingegeven, behoudens de verplichting de minister daarvan onmiddellijk kennis te geven. Die regel is van toepassing sinds de publicatie van de omzendbrief van 19 april 2001. Iedereen moet door de veiligheidscontrole en iedereen kent de regels.

De magistraten moeten bovendien het goede voorbeeld geven.

Ik heb de Hoge Raad voor de Justitie (HRJ) gevraagd de werkomstandigheden van de onderzoeksrechters onder de loop te nemen.

(Nederlands) De Hoge Raad voor de Justitie onderzoekt of er al dan niet structurele problemen bestaan bij de uitoefening van het mandaat van onderzoeksrechter en of er voldoende omkadering is. Na het Salduz-arrest zullen overigens nieuwe eisen worden gesteld aan de onderzoeksrechters.

Wat de kwestie in Sint-Gillis betreft, heeft de procureur-generaal mij meegedeeld dat zijn onderzoek nog niet beëindigd is en dat hij nog bijkomende ondervragingen wil verrichten. Er zijn dan ook nog geen conclusies.

Het personeel en de vakbonden tillen bijzonder zwaar aan dit incident en ik neem ook niets terug van mijn reactie onmiddellijk na de feiten. De analyse van de verschillende verklaringen zal toelaten om het verloop van de feiten en de tussenkomsten van de protagonisten te reconstrueren, en na te gaan of er inbreuken

werden gepleegd door bepaalde personen en of disciplinaire sancties zich opdringen. Het onderzoek is bezig en ik wens verder geen commentaar te geven. De Kamer zal later worden geïnformeerd.

01.04 Sophie De Wit (N-VA): Wanneer wordt het onderzoek afgerond? Er moet zo snel mogelijk uitsluitel zijn.

01.05 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Er is geen termijn, maar ik ga ermee akkoord dat dit op korte termijn moet worden afgehandeld.

01.06 Olivier Maingain (MR): Voor magistraten gelden dus dezelfde regels als voor bezoekers. Dat moet in herinnering worden gebracht, want kennelijk is dit geen algemeen geldende praktijk.

01.07 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Veel parlementsleden gaan hun boekje te buiten wanneer ze gevangenen bezoeken. Ook ik moet die controles ondergaan.

01.08 Olivier Maingain (MR): Ik heb er geen bezwaar tegen om zo een controle te ondergaan. Ik betwijfel echter of alle magistraten wel worden gecontroleerd. Misschien moet er nog een lacune worden aangevuld met betrekking tot de dienstvoertuigen die om veiligheidsredenen op de binnenplaats moeten worden geparkeerd en waarvoor er geen specifieke regels gelden.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vragen nrs 2368 en 2506 van de heer Degroote worden omgezet in schriftelijke vragen.

02 Samengevoegde vragen van

- de heer **Stefaan Van Hecke** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de veiligheid van de afuistersystemen van de federale politie" (nr. 2278)
- de heer **Stefaan Van Hecke** aan de minister van Justitie over "de veiligheid van de afuistersystemen van de federale politie" (nr. 2279)

02.01 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): De politiediensten beschikken al enkele jaren over afuisterapparatuur. De werking van het afuistersysteem zou echter enkel te begrijpen zijn door technici van de leverancier, het Amerikaans-Israëlsche bedrijf Nice. Er heeft zich een groot probleem voorgedaan met de beveiliging van kantoren in Brussel, gebruikt door delegaties van de Raad van de Europese Unie. In 2003 werd afuisterapparatuur ontdekt in het vertaalsysteem van de Israëlsche firma Comverse, thans Verint. Nice en Verint zijn bedrijven die nauw met elkaar verwant zijn.

Welke garanties heeft de minister over de veiligheid van de afuisterapparatuur die nu door de federale politie wordt beheerd? Welke technici hebben toegang tot die apparatuur? Werden er naar aanleiding van het schandaal bij de Raad van de Europese Unie extra veiligheidscontroles uitgevoerd op de Belgische afuisterapparatuur, de zogenaamde *sweeping*, of komen die er nog? Welke maatregelen worden er genomen om de verkregen gegevens tegen lekken te beschermen? Heeft de minister het rapport van de Staatsveiligheid over het bedrijf Nice gelezen dat destijds aan mevrouw Onkelinx werd bezorgd? Is de minister op de hoogte van de bedenkingen van het Comité I over de veiligheid van deze afuistersystemen?

02.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Elke toegang tot de tapkamer van de federale politie verloopt onder een strikte veiligheidscontrole. De geaccrediteerde technici van de federale politie hebben toegang tot de infrastructuur. Verder heeft ook een beperkte pool van ingenieurs van de firma Nice toegang, op specifiek verzoek van de federale politie en enkel voor taken die de competenties van de technici van de federale politie te boven gaan. Bij hun interventies worden de ingenieurs stevast begeleid door een geaccrediteerd personeelslid van de federale politie. Verder heeft niemand toegang tot het systeem.

Er zijn geen extra controles op de Belgische afuisterapparatuur gebeurd, omdat ik er vanuit ga dat de politie voldoende over de veiligheid waakt.

De wetgeving legt heel strikt de limitatieve lijst vast van personen die toegang hebben tot de verkregen informatie en ook hoe de verkregen informatie kan en mag behandeld worden. Er gelden bovendien maatregelen, zoals beperkte toegang tot de lokalen en strikte toegang tot het systeem. Elk personeelslid dat

bij de dienst werkt, maakt het voorwerp uit van een voorafgaande screening.

De verkregen informatie wordt centraal opgeslagen en zowel fysiek als op software bewaard. Alle bewerkingen in het systeem worden opgeslagen en alle audiofiches worden gecodeerd.

De Veiligheid van de Staat heeft in 2002 twee vertrouwelijke nota's bezorgd aan de toenmalige minister van Justitie Marc Verwilghen, over de activiteiten van Nice dat volgens de pers banden zou hebben met de Israëlische inlichtingendienst.

Het onderzoek heeft echter niet kunnen aantonen dat Nice haar infrastructuur zou misbruiken of laten misbruiken.

Het Comité I heeft in de begeleidingscommissies bekommernissen over de veiligheid van de tapkamer geuit. Ik deel die bekommernissen. We moeten tot duidelijke criteria komen om normen en certificaties te ontwikkelen voor apparatuur teneinde de informatienetwerken zo goed mogelijk te beschermen. Het is een project dat ik nu aan de Nationale Veiligheidsoverheid voorleg. We moeten voor instellingen normen kunnen opleggen die systematisch toezicht op de veiligheid mogelijk maken.

Uiteraard zijn we ons ervan bewust dat we niet naïef moeten zijn, maar zomaar mensen en firma's verdenken is ook niet aan de orde.

02.03 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): De veiligheidsprocedure kan dan wel waterdicht zijn, maar dat sluit niet uit dat er voor de plaatsing al met de apparatuur geknoeid werd. Preventieve sweepings zijn alleszins aangewezen.

In Frankrijk heeft men de verschillende componenten van een systeem door verscheidene leveranciers laten leveren en daar heeft men dan vervolgens een eigen systeem mee tot stand gebracht. Dat is veiliger.

02.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Ik pleit voor een cybercriminaliteitscentrum dat advies kan geven. We mogen niet naïef zijn, maar we moeten ook niet paranoïde worden. Het moet een prioriteit zijn, nationaal en Europees, om alle systemen van gevoelige centra maximaal te beveiligen.

02.05 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Is het uitvoeren van een sweeping op de apparatuur van de federale politie geen optie?

02.06 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Een sweeping lost niet alles op en veel hangt bovendien af van wat men precies onder de term verstaat.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "het inlichten van de werkgever over een van zedenfeiten verdachte werknemer" (nr. 2372)

03.01 Sophie De Wit (N-VA): Eind januari 2011 ontstond er enige ophef omdat een leraar tegen wie een onderzoek liep wegens het bezit van kinderporno, gewoon aan de slag kon blijven. De school en de sportclub waar hij werkte, waren niet op de hoogte. Ook de uiteindelijke veroordeling moesten zij via de media vernemen. De procureur des Konings van Brugge pleit voor een wettelijke regeling op basis waarvan werkgevers op de hoogte kunnen worden gebracht van een onderzoek tegen een werknemer.

Wat vindt de minister van dat voorstel? Gebeurt het de facto al dat onrechtstreeks bepaalde informatie wordt doorgegeven, hoewel dat eigenlijk niet mag? Deelt het College van procureurs-generaal de mening van de procureur des Konings van Brugge?

03.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Er is natuurlijk een verschil tussen vervolging, onderzoek en veroordeling.

In april 1999 heeft de toenmalige minister van Justitie een ontwerp van richtlijn opgesteld over de mededeling van gegevens aan de administraties of werkgevers bij vervolging of veroordeling voor misdrijven ten nadele

van kinderen. Het College van procureurs-generaal wilde hierover een advies van de Privacycommissie. Volgens die commissie moest deze materie niet via een ministeriële richtlijn maar via een wet worden geregeld. Zij verwees in haar advies van 28 februari 2001 naar de grote implicatie op het privéleven, het geheim van het onderzoek en vooral het vermoeden van onschuld. De minister wilde echter geen wetgevend initiatief nemen omdat zo'n wet indruist tegen de basisprincipes van onze strafwetgeving: het geheim van het onderzoek en het vermoeden van onschuld.

Als er een veroordeling is geweest, zijn er mogelijkheden, maar voor onderzoek en vervolging niet. Er is een nieuw wetgevend initiatief nodig, maar dat is uiteraard iets voor de volgende regering.

Ik heb deze materie niet voorgelegd aan het College van procureurs-generaal. Ik weet dus niet of het College akkoord gaat met het standpunt van de procureur des Konings van Brugge.

03.03 Sophie De Wit (N-VA): Ik hoop dat de conclusies van de bijzondere commissie Seksueel Misbruik ons kunnen helpen bij de vraag of we een wetgevend initiatief moeten nemen.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de problematiek van het huiselijk geweld tegen moslimvrouwen" (nr. 2354)

04.01 Bert Schoofs (VB): Een Antwerpse dame van Maghrebijnse afkomst heeft als vrijwilligster op een aantal maanden 56 dossiers geopend van mishandeling van islamitische vrouwen.

Is de minister van dit initiatief op de hoogte? Welke maatregelen wil hij nemen om intrafamiliaal geweld tegen moslimvrouwen aan te pakken?

04.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): In *De Standaard* van 25 januari 2011 getuigt mevrouw Hajar van de vzw Vereniging voor Ontwikkeling en Emancipatie van Moslims (VOEM) over partnergeweld. Sinds augustus 2010 is VOEM Antwerpen, met ondersteuning van de stad Antwerpen, een project gestart om Maghrebijnse vrouwen die slachtoffer zijn van intrafamiliaal geweld, bij te staan. Er is inderdaad al sprake van 56 dossiers. Mevrouw Hajar wees er in de krant op dat deze vrouwen vaak hun rechten niet kennen: ze mogen geen Nederlands leren, worden fysiek en sociaal opgesloten, moeten een boerka dragen en mogen geen financiële middelen beheren. Het is bovendien taboe om over hun situatie te praten.

Op woensdag 26 januari getuigden verschillende experts in *De Standaard* en *Het Nieuwsblad* dat VOEM een grote steun kan zijn om dit taboe te doorbreken. Zij wezen op bijkomende risicofactoren voor intrafamiliaal geweld: een lager zelfbeeld, gebrek aan sociale controle, werkloosheid, te hoge verwachtingen, gearrangeerde huwelijken, gebrek aan een sociaal vangnet. De dienst Strafrechtelijk Beleid was niet op de hoogte van het project van VOEM en de stad Antwerpen. De knelpunten uit het artikel zijn al langer bekend, maar zij hebben vooral betrekking op het werk van zorgverleners, dat lang niet altijd gemakkelijk is.

De koepelvereniging VOEM werd al in 1996 door de Vlaamse Gemeenschap erkend als landelijke migrantenvereniging. VOEM tracht vooroordelen te voorkomen en te doorprikken en pleit voor een verdraagzame en pluralistische samenleving. Sinds augustus 2010 loopt het project met betrekking tot huiselijk geweld in allochtone gezinnen. Dit project wil informeren, doorverwijzen en begeleiden, onder meer via infosessies voor vrouwen en mannen. In de informatieve VOEM-filmreportage *Verborgene vrouwen* getuigen twee vrouwen over de moeilijkheden die kunnen optreden in een huwelijk tussen mensen uit een verschillende cultuur. VOEM is daarnaast bezig met individuele begeleiding en het samenbrengen van mensen. De vzw verricht dus goed werk.

De dienst Strafrechtelijk Beleid volgt intrafamiliaal geweld bij bepaalde minderheidsgroepen op, maar heeft nog geen studie uitgevoerd naar de verbanden tussen dit geweld en migratie. De huidige officiële cijfers over intrafamiliaal geweld vertellen daardoor niet hoe vaak moslima's slachtoffer zijn. De registratiesystemen van politie en parket maken dit ook niet meteen mogelijk: de afkomst van de betrokkenen wordt niet afzonderlijk geregistreerd.

Om het fenomeen in kaart te brengen is bijkomend wetenschappelijk onderzoek nodig. Ik ben daarvan

voorzitter. Initiatieven zoals VOEM zijn alleszins een goede zaak.

Het Instituut voor gelijkheid van vrouwen en mannen heeft onderzoeken uitgevoerd die deze problematiek zijdelings aanraken. Er is ook een prevalentiestudie gedaan, maar dit heeft nog niet tot een eindconclusie geleid. In de nabije toekomst worden twee onderzoeken afgerond: naar de genderdimensie in het asiel- en migratiebeleid en naar partnergeweld bij migranten met een voorlopige verblijfsvergunning. Ook de Gemeenschappen beschikken over informatie. Zo houdt het Steunpunt Algemeen Welzijnswerk gegevens bij over allochtone vrouwen die een beroep doen op vluchtelingen of ambulante hulpverlening.

Behalve meer bewustmaking voor bijzondere situaties lijken er nu geen nieuwe maatregelen in voorbereiding. De rondzendbrieven van 2006 over intrafamiliaal geweld en extrafamiliale kindermishandeling en de identificatie en registratie van de dossiers door de politiediensten bieden in principe een voldoende basis om hieraan te werken. We moeten ons misschien eerder focussen op een verbetering van deze aanpak dan op nieuwe maatregelen. De aanpak van intrafamiliaal geweld is bij uitstek een domein dat om een integrale en horizontale aanpak vraagt. Daarvoor is er ook het Nationale Actieplan voor de strijd tegen het partnergeweld.

Deze problematiek ligt me na aan het hart. Bij het registreren van de dossiers moeten we nog meer preciseren en de cijfermatige conclusies moeten scherper worden opgevolgd om na te gaan hoe we deze problematiek nog efficiënter kunnen aanpakken.

04.03 Bert Schoofs (VB): Enkele jaren geleden zou ik deze vraag hier niet hebben kunnen stellen zonder op hoongelach te zijn onthaald. Dat er niet langer sprake is van een taboe, verheugt me.

Een meldpunt is een goede oplossing voor alle zaken waarin het privéleven van mensen ter discussie staat en waarin nood is aan een strafrechtelijke beteugeling. Daarom moet er nog geen meldingsplicht zijn. Er is inderdaad specifiek onderzoek nodig naar diegenen uit islamitische landen die zich hier niet integreren en hun cultuur hier onverkort willen behouden en toepassen. Maar het is moeilijk om dergelijke misbruiken aan te pakken: ik spreek uit ervaring.

04.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): De heer Schoofs heeft hiermee ervaring?

04.05 Bert Schoofs (VB): Ik kom uit een gemeente waar veel Turkse families wonen en waar intrafamiliaal geweld een van de prioriteiten is van het bestuur.

Het incident is gesloten.

05 Samengevoegde vragen van

- de heer Raf Terwingen aan de minister van Justitie over "de bijstand van een advocaat tijdens het eerste verhoor bij de onderzoeksrechter" (nr. 2335)

- mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "het weigeren van bijstand door een advocaat bij een eerste verhoor, door (een) onderzoeksrechter(s), naar aanleiding van recente incidenten" (nr. 2345)

05.01 Raf Terwingen (CD&V): Het arrest-Salduz heeft tot gevolg dat bij het eerste verhoor van een verdachte de bijstand van een advocaat verplicht is. De Brusselse balie heeft al een permanentiesysteem opgestart. Naar verluidt zou een aantal onderzoeksrechters in Brussel echter verhinderen dat die advocaten worden opgeroepen voor het eerste verhoor.

Klopt dat bericht? Wat is de houding in de andere arrondissementen? Wanneer komt er een definitieve regeling?

05.02 Sophie De Wit (N-VA): Er zijn klachten van enkele Brusselse advocaten omdat sommige onderzoeksrechters verhinderen dat zij aanwezig zijn bij het eerste verhoor van een verdachte. In de Senaat wordt gewerkt aan een wettelijke regeling na het arrest-Salduz. Zolang die regeling er niet is, loopt België het gevaar te worden veroordeeld of veroordeelden te moeten vrijlaten. In die optiek is het positief dat de advocatuur het initiatief nam om een permanentiesysteem op te richten, zodat een aantal advocaten dag en nacht paraat is. Ik betreur echter dat sommige onderzoeksrechters de zaken tegenwerken.

Hoe beoordeelt de minister deze situatie? Is er alleen in Brussel een probleem of zijn er ook onderzoeksrechters in andere arrondissementen die de aanwezigheid van een advocaat weigeren? Wat kan de minister doen binnen de lopende zaken? Hoever staat men met het ontwerp-Salduz in de Senaat? Kan de minister er voor zorgen dat het permanentiesysteem een soort van gentlemen's agreement wordt, zodat het voorlopig in voege blijft?

05.03 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): De Salduz-problematiek heeft betrekking op de aanwezigheid van een advocaat bij het eerste verhoor van een verdachte. Intussen gaat iedereen ermee akkoord dat dit ook bij de onderzoeksrechter van toepassing moet zijn. Het is niet verplicht, maar het is de evidente stap.

Er is nog steeds geen wetgeving, maar er zijn verschillende initiatieven genomen door de balies. Zij dagvaardden mij als minister omwille van het ontbreken van die wetgeving. Ik wacht het oordeel van de rechtbank af of dit een terechte vraag is. Misschien moet eerder het Parlement worden gedagvaard dan de ontslagnemende minister van lopende zaken? De procedure is hangende en op 5 maart moeten besluiten worden neergelegd.

Het College van de procureurs-generaal en de onderzoeksrechters hebben een richtlijn opgesteld, maar die laatste wordt heel verschillend toegepast door de diverse onderzoeksrechters. In sommige arrondissementen interpreteert men de richtlijn zeer breed, in andere zeer stroef. Dit is duidelijk niet via een gewone richtlijn te organiseren. Er is wetgeving nodig.

Anders dan de onderzoeksrechters, die behoren tot de rechterlijke macht, zijn de magistraten van het openbaar ministerie hiërarchisch gestructureerd. Zij moeten de rondzendbrief van 14 juli 2010 volgen. Het College van de procureurs-generaal verwijst naar het feit dat de Belgische wet bijstand door een advocaat bij het eerste verhoor niet toelaat, gelet op het principe van het geheim van het onderzoek. Het College van procureurs-generaal zegt dat het zich niet in de plaats van de wetgever kan plaatsen om de concrete modaliteiten vast te leggen.

Dit zou trouwens niet worden aanvaard door de balies en ook de onderzoeksrechters zijn hier niet door gebonden. Het College heeft dus binnen het bestaande wettelijke kader naar oplossingen gezocht. Deze rondzendbrief wordt geëvalueerd in het licht van het huidige wetgevende werk.

De Senaat debatteert daarover op dit moment en ik hoop zo snel mogelijk met een afgewerkte tekst naar de Kamer te kunnen komen. Er zal moeten worden gespecificeerd wat de rol van de advocaat precies is. Dat is één van de delicate punten. Wat is bijstand? Wat mag de advocaat al dan niet doen tijdens zo een verhoor? Mag hij interveniëren, noteren, pleiten, spreken met zijn cliënt? Wij zullen een goede formule moeten uitdokteren, die zowel praktisch als realistisch is.

05.04 **Raf Terwingen** (CD&V): Er zijn verschillende interpretaties. Dat verklaart het feit dat sommige onderzoeksrechters de advocaten weren. Er moet dus zo snel mogelijk duidelijkheid komen. De commissie voor de Justitie beseft ook wel dat de verantwoordelijkheid voor het ontbreken van de nodige wetgeving ook bij haar ligt. Wij zullen als Parlement moeten voorkomen dat ook wij worden gedagvaard.

05.05 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Het gaat inderdaad over het aansprakelijkheidsrecht, dat in volle evolutie is.

05.06 **Sophie De Wit** (N-VA): Het is duidelijk dat er dringend een uniforme regeling nodig is. Wij hopen dat die er zo snel mogelijk komt. Men kan echter heel lang debatteren over wat de bijstand van een advocaat precies inhoudt, zodat ik vrees dat men er niet zo snel uit geraakt.

Het incident is gesloten.

06 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Bert Schoofs** aan de minister van Justitie over "de beveiliging van de gevangenis" (nr. 2358)
- mevrouw **Sophie De Wit** aan de minister van Justitie over "de plaatsing van netten boven de

binnenplaatsen van gevangenen" (nr. 2374)

06.01 Bert Schoofs (VB): In de gevangenis van Brugge, waaruit Ashraf Sekkaki in 2009 ontsnapte, zou een bepaalde binnenkoer nog steeds niet overspannen zijn met een net, terwijl men in Hasselt al wel het nodige heeft gedaan om ontsnappingen per helikopter te vermijden.

Waarom is dit in Brugge nog altijd niet gebeurd? Heeft de minister een geactualiseerd overzicht van alle strafinrichtingen waar nog dergelijke beveiligingsmaatregelen moeten worden getroffen? Is een prioriteitenlijst opgesteld? Wanneer zullen alle maatregelen genomen zijn? Over welk budget beschikt de minister hiervoor in een periode van lopende zaken?

06.02 Sophie De Wit (N-VA): Naar aanleiding van de ontsnapping per helikopter uit de gevangenis van Brugge zou er prioritair werk worden gemaakt van extra beveiligingsmaatregelen. Nu blijkt dat de technische dienst zelf al gezorgd heeft voor netten over de kleine binnenkoeren, terwijl dat voor de grote koer nog niet is gebeurd. Die taak is uitbesteed aan de Regie der Gebouwen. Doch net op die kleine koeren kan men sowieso niet landen! Wat is er nu eigenlijk prioritair? Zijn er nog andere gevangenen die wachten op gelijkaardige veiligheidsmaatregelen?

06.03 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): Globaal gezien is er een goede samenwerking tussen Justitie en de Regie, maar de uitwerking van sommige zaken – zoals in dit geval – geeft soms problemen. Wij hebben een studie afgerond in november 2009, waarbij alle gevangenen en open ruimtes werden geïnventariseerd. Voor elke open ruimte werd gezocht naar de beste oplossing en daarvan is een overzicht gemaakt. Die tabel is doorgestuurd. Er is gevraagd om Brugge, Hasselt, Merksplas, Lantin, Ittre en Andenne prioritair aan te pakken en na een evaluatie van deze werken zou men stelselmatig kunnen beginnen met de uitvoering. De timing hiervan valt dus onder de verantwoordelijkheid van de Regie der Gebouwen.

In het bestek van de nieuw te bouwen gevangenen wordt ook de helikopterbeveiliging opgenomen. Voor 2010 werd een budget uitgetrokken van 1,2 miljoen euro, waarmee ook al een aantal maatregelen werd getroffen. Wat Brugge betreft, werd het project deels al aanbesteed in september 2010 en zullen de werken deze maand beginnen. Voor een ander deel wordt nu gewacht op voorstellen van firma's. De gesloten tussenruimtes zijn inmiddels beveiligd, want op die plaatsen zijn ook andere soorten ontsnappingen vanuit de lucht denkbaar. Onze eigen technische dienst heeft bij wijze van noodoplossing een aantal ingrepen uitgevoerd op de hoge veiligheid-binnenkoer. De kleine wandelingen werden als eerste beveiligd, omdat deze zijn bestemd voor gedetineerden onder een bijzonder veiligheidsregime.

Van de 1,2 miljoen euro heeft de Regie nog maar 88.000 euro vastgelegd in 2010. Voor 2011 zou dus nog de beveiliging zijn gepland van de grote wandeling hoge veiligheid in Brugge en van veiligheidsmaatregelen in Lantin en in Ittre. Voor verdere details verwijs ik naar de Regie der Gebouwen.

06.04 Bert Schoofs (VB): Zou het niet beter zijn om te ijveren voor een eigen dienst Gebouwen binnen Justitie?

06.05 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): Ik wijs erop dat ik over dit dossier een herinnering heb gestuurd aan de Regie der Gebouwen en de bevoegde minister.

06.06 Sophie De Wit (N-VA): Ik vind het immers hallucinant dat men maar een fractie van het beschikbare budget opneemt voor iets dat toch dringend nodig is.

De suggestie om een eigen Regie der Gebouwen voor Justitie op te richten is misschien niet zo slecht.
Het incident is gesloten.

07 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Sophie De Wit** aan de minister van Justitie over "de audit van de rechtbanken van koophandel" (nr. 2445)
- mevrouw **Kristien Van Vaerenbergh** aan de minister van Justitie over "de procedure voor de benoeming en de evaluatie van lekenrechters bij de rechtbank van koophandel" (nr. 2472)
- mevrouw **Sabien Lahaye-Battheu** aan de minister van Justitie over "het risico van belangenvermenging bij de rechtbanken van koophandel" (nr. 2523)

07.01 Sophie De Wit (N-VA): De audit van de rechtbanken van koophandel bevat heel wat positieve dingen, maar ook een aantal mindere punten.

Een eerste reeks problemen heeft te maken met de lekenrechters die nog een professionele activiteit hebben in de bedrijfswereld. Zij zijn blijkbaar het grootst in aantal. Het voordeel van deze rechters is dat zij over de nodige expertise beschikken, maar dit levert soms ook het risico van belangenvermenging op, zeker als het over hun sector gaat. Daarnaast kampen de lekenrechters met nogal wat problemen: hun basisopleiding zou niet altijd volstaan, hun evaluatie zou onvoldoende zijn en de griffies weten niet altijd goed welke dossiers deze rechters mogen opvragen om geen geheime informatie over concurrenten in handen te krijgen. Een laatste probleem doet zich voor wanneer een lekenrechter betrokken is bij een rechtszaak die wordt behandeld in de rechtbank waar hij werkt, terwijl de wet niet toelaat dat de voorzitter naar een andere rechtbank doorverwijst.

Voorzitter: Bert Schoofs.

Een tweede pijnpunt zijn de faillissementen: het toezicht hierop moet verscherpt worden. Faillissementen slepen te lang aan, er zijn geen richtlijnen voor de verkoop van roerende goederen en men kijkt niet altijd voldoende na wat curatoren doen met de opbrengsten en verkopen van invorderingen. De aanstelling van curatoren moet ook op een meer transparante manier gebeuren.

Een derde pijnpunt is de aanstelling van deskundigen. Soms worden de lijsten van experts vrij willekeurig samengesteld, terwijl zij in een proces vaak een cruciale rol spelen. Een bepaalde vaardigheid of diploma is niet eens altijd een vereiste.

Hoe beoordeelt de minister de resultaten van de audit? Deelt hij de positieve geluiden en de kritiek? Hoe zal hij proberen om de *best practices* bij alle rechtbanken van koophandel ingang te doen vinden? Kan hij als minister van lopende zaken initiatieven nemen? Wacht hij het debat in de commissie af? Moet de wet worden gewijzigd? Willen de rechtbanken van koophandel hun eigen werking verbeteren?

07.02 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Mijn vraag gaat specifiek over de lekenrechters.

Er bestaan blijkbaar geen eenduidige systemen om consulaire rechters te selecteren of te evalueren, of om duidelijk te maken welke zaken door welke rechters behandeld kunnen worden. Dit verhoogt de kans op belangenvermenging.

Wat is volgens de minister de meest correcte procedure om lekenrechters te selecteren en wat zal hij doen om deze selectieprocedures wettelijk te verankeren? Welke methodes ziet hij in de toekomst toepasbaar om lekenrechters te evalueren? Hoe zou de minister bepalen welke zaken door lekenrechters behandeld mogen worden?

07.03 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Ik sluit me aan bij de vorige vraagstellers.

De audit wijst erop dat er uiteenlopende criteria worden gehanteerd om curatoren aan te stellen bij faillissementen. Zijn er afspraken gemaakt om dit in de toekomst op een meer gelijke manier te laten gebeuren?

07.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Deze audit maakt het ons mogelijk om de problemen bij de rechtbanken van koophandel op een globale manier aan te pakken, zoals dat in het verleden ook al met het hof van beroep van Brussel is gebeurd.

Het lijkt mij aangewezen dat de Hoge Raad komt toelichten wat wij kunnen doen en welke initiatieven de Raad zelf kan nemen. Eerst moet er een aantal prioriteiten worden vastgelegd voor punten die politiek gevoelig zijn. Daarover kunnen we dan meer concrete adviezen vragen aan de Hoge Raad. De huidige conclusies zijn immers interessant, maar ook fragmentair. Zij vragen soms om een extra analyse.

Het zou goed zijn hierover een globaal debat te voeren. Ik heb aan de Nederlandstalige en Franstalige Conferentie van de Rechters in Koophandel en aan de voorzitter van de Unie van de Rechters in Handelszaken in België gevraagd om een globale reactie te formuleren. Het lijkt me een goed idee om te

luisteren naar de repliek van degenen die constructief hebben meegewerkt aan de totstandkoming van dit rapport.

Ik heb nog geen negatieve signalen gekregen. Ik heb eerder de indruk dat zij mee vragende partij zijn voor een optimale werking van hun rechtbanken. Voor alle duidelijkheid: dat de rechtbanken van koophandel met handelsrechters werken, is een goed systeem. Dat wordt niet ter discussie gesteld, maar is wel vatbaar voor verbetering.

De conferenties van voorzitters werken momenteel al aan voorstellen. Zo werken zij aan een vademecum voor de consulaire rechter en aan een vademecum voor de goede afhandeling van faillissementen. Daarnaast is er een aantal voorstellen van de wetgever, maar dat brengt ons weer bij het debat over de lopende zaken. Het zou in elk geval wel nuttig zijn om wetgevende initiatieven te laten voorafgaan door een algemene politieke debatronde.

Een van de knelpunten is de vraag op welke manier de benoeming van de consulaire rechters moet gebeuren. Een mogelijke oplossing is dat dit voortaan zou gebeuren door de Hoge Raad voor de Justitie, maar ik ben er niet van overtuigd dat dit een fundamentele verbetering zou zijn. We moeten volgens mij praktisch blijven.

Momenteel worden er geen consulaire rechters meer benoemd. Er staan intussen ongeveer 150 plaatsen open in België en sommige rechtbanken melden mij dat de continuïteit van de ondernemingswetgeving in het gedrang komt. Met het oog op de continuïteit van de werking zal ik benoemingen op de een of andere manier dus wel mogelijk moeten maken.

Deze audit moeten we natuurlijk zien in het licht van de globale hervorming van Justitie die we wilden organiseren. Zo werkt er nu al een aantal handelsrechters aan een eigen software. Wij steunen dat volledig, toch als deze software kan aansluiten bij andere toepassingen. De globale hervorming van het landschap zou ervoor moeten zorgen dat ook het management van een rechtbank van koophandel de nodige HR-ondersteuning krijgt. Of er geen tegenstrijdige belangen zijn, wie op welk ogenblik wordt ingezet, of de rapporten tijdig worden binnengebracht: het is voor een voorzitter niet altijd mogelijk om dit alles goed te beheren.

Ook wat betreft de rol van de beroepsrechters zijn er al diverse initiatieven. Ik wacht de reactie van de voorzitters af. We moeten ook oog hebben voor de *best practices* bij de diverse rechtbanken en daar onze lessen uit trekken. Een delicaat punt zijn natuurlijk de tegenstrijdige belangen en de deontologie. De grote vraag is echter of men dit via de wet kan oplossen.

De audit bevat een hoofdstuk over de experts en brengt terecht de vroegere adviezen hierover in herinnering. Dit is voor mij een echte prioriteit: een nieuwe regering zal zeker initiatieven moeten nemen op het vlak van de gerechtskosten en de expertises. De oprichting van een commissie van deskundigen die de hervormingen kan voorbereiden, is volgens mij een goed idee: dat initiatief kan ik in een regering van lopende zaken wel nemen als ik daarin gesteund word door de commissie voor de Justitie. Ik zou dit op een zeer transparante manier doen.

We hebben echt geen tijd te verliezen. Zo heb ik onlangs ook een college van academici over voorrechten en hypotheek opgericht en hen gevraagd om een wetsontwerp voor te bereiden. Daarnaast wil ik nog de commissie strafrecht installeren, die een nieuw Strafwetboek moet voorbereiden. Daar bestond immers een akkoord over.

Ik zou graag over dit alles een algemeen debat voeren in de commissie, in aanwezigheid van de Hoge Raad voor Justitie, de magistraten van koophandel en de consulaire rechters. Zodra de adviezen van de rechters in koophandel er zijn, zal ik dit melden aan de commissie voor de Justitie. Ik wacht op initiatieven. In dit debat kunnen we kijken welke prioritaire acties mogelijk zijn.

Voorzitter: Sarah Smeyers.

Als er geen bezwaren zijn, stel ik voor dat ik al het initiatief neem om een werkgroep van deskundigen op te starten. De tijd dringt.

07.05 Sophie De Wit (N-VA): Het is goed dat de adviezen van de rechters ook zijn opgevraagd. Weer blijkt er nood te zijn aan een ruime globale aanpak: het doet bij mij als nieuweling soms de vraag rijzen of er vroeger dan niets is gebeurd. Wij zullen de oprichting van zo'n deskundigencommissie zeker steunen.

07.06 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): De minister stelt dus voor om de Hoge Raad uit te nodigen voor een hoorzitting?

07.07 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Dat kan zodra de rechtbanken hebben gereageerd.

07.08 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Het moet toch mogelijk zijn om deze hoorzitting in april 2011 te organiseren? Ik steun dit voorstel volledig.

Het incident is gesloten.

08 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "de slechte staat van het nieuwe gebouw van het Brusselse gerecht" (nr. 2460)

- de heer Olivier Maingain aan de minister van Justitie over "de staat van het cellencomplex in het Portalisgebouw" (nr. 2464)

08.01 Sophie De Wit (N-VA): De cellen in het Portalisgebouw voldoen niet aan de normen qua veiligheid en hygiëne. Ze zijn volgens de dienst voor preventie en bescherming op het werk van de federale politie zo goed als onbruikbaar. Wie pas is aangehouden, kan in een cel terecht komen waar de uitwerpselen aan de muren hangen.

Daarnaast zijn er nog problemen met de brandveiligheid en de airco. De celwagens of de combi's raken het gebouw niet binnen.

Al die problemen, overdreven of niet, roepen vragen op, omdat het gebouw toch nog maar een paar jaar in gebruik is.

Hoe beoordeelt de minister die zogenaamd onhygiënische en gevaarlijke staat van het gerechtsgebouw? Welke maatregelen plant hij? Overweegt de minister een procedure tegen de aannemer voor de vele gebreken die opduiken?

08.02 Olivier Maingain (MR): In een rapport van de dienst voor preventie en bescherming op het werk van de federale politie wordt gesteld dat het cellencomplex in het Portalisgebouw in schandalig slechte staat verkeert. Vroeg of laat riskeren wij daarvoor op de vingers getikt te worden door een internationaal controleorgaan. Het moet gezegd: dat is een ontstellende vaststelling voor een gebouw van zo recente datum.

Tot welke conclusies komt de dienst voor preventie en bescherming op het werk? Wie zou er verantwoordelijk zijn? Welke maatregelen werden er of moeten er worden genomen om dit te verhelpen?

08.03 Minister Stefaan De Clerck (Frans): De problemen doen zich voor in het cellencomplex van het gebouw, niet in het hele gebouw. Er is intussen duidelijkheid over de situatie. Eind december werden er verscheidene overeenkomsten gesloten.

(Nederlands) De airco zou onvoldoende werken, waardoor het werklokaal te warm en te weinig verlucht is. De firma is daarover aangesproken, daarnaast zal er ook een onafhankelijke audit worden uitgevoerd waarvoor momenteel offertes worden ingewonnen.

De reiniging van de cellen is een groot probleem. Ook daarvoor wordt een externe firma gezocht die dan elke twee weken een groot onderhoud zou doen. Offertes worden volgende week verwacht.

Bij veelvuldig watergebruik is er inderdaad waterdoorsijpeling naar de verdieping eronder. Momenteel lopen gesprekken met een gespecialiseerde firma om na te gaan of de cellen niet kunnen worden behandeld met een waterafstotende laag, zodat reinigen onder druk mogelijk wordt.

Er zijn inderdaad maar enkele cellen met een toilet. Dat is zo omdat het enkel wachtcellen zijn. Wie naar het toilet moet, wordt begeleid. Een toilet op elke cel zou gemakkelijker zijn voor het personeel, maar infrastructuur is dat erg moeilijk te realiseren en het hygiëneprobleem wordt er niet per definitie mee opgelost. Soms zelfs integendeel.

Er zouden ook problemen zijn met de brandveiligheid, maar elk aspect van de bouw en de infrastructuur en elk brandscenario en evacuatiescenario werden goedgekeurd door de brandweer. Pas na die goedkeuring werden de gebouwen in gebruik genomen.

De celwagens kunnen binnen. Misschien was dat in het begin niet zo, maar nu wel.

(Frans) We handelen binnen de perken van onze bevoegdheden. Het gaat om een gebouw dat gehuurd wordt door de Regie der Gebouwen en een aantal structurele mankementen vertoont.

Er werd een schrijven aan de Regie gericht. We zullen samen nagaan welke maatregelen er moeten worden uitgevoerd.

(Nederlands) Momenteel is de omgeving van het Poelaertplein een probleem wat de beveiliging betreft.

In maart zullen de resultaten bekend zijn van de ideeënwedstrijd voor het nieuwe gerechtsgebouw, voor het Justitiepaleis van Brussel. Met die ideeën zullen we bekijken hoe we de Poelaertpleinsite beter kunnen organiseren.

08.04 Sophie De Wit (N-VA): Ik ben blij dat er naar oplossingen wordt gezocht. De hygiëne is het dringendste, want het is niet omdat men aangehouden is, dat men op dat punt geen rechten meer heeft.

Los daarvan is het grootste pijnpunt in heel het verhaal volgens mij de tweespalt tussen Justitie en de Regie der Gebouwen. Misschien moeten wij eens bekijken hoe dat structureel kan worden opgelost.

08.05 Olivier Maingain (MR): Des te beter als de aangekondigde maatregelen het gewenste effect hebben. Het is misschien aangewezen om de procedure voor het uitwerken van investeringsprojecten zoals de renovatie van het Portalisgebouw te herzien.

Het incident is gesloten.

09 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Daphné Dumery aan de minister van Justitie over "de maatregelen getroffen door de rechtbank van eerste aanleg in Brugge naar aanleiding van het personeelstekort" (nr. 2499)
- mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de minister van Justitie over "het niet meer opsturen van vonnissen in burgerlijke zaken naar de advocaten door de Brugse rechtbank" (nr. 2524)
- de heer Renaat Landuyt aan de minister van Justitie over "het niet meer opsturen van vonnissen in burgerlijke zaken naar de advocaten in bepaalde rechtbanken en de bemiddeling in echtscheidingszaken" (nr. 2550)
- de heer Stefaan Van Hecke aan de minister van Justitie over "de beslissing van de griffie van de rechtbank van Brugge over het opsturen van vonnissen" (nr. 2552)

09.01 Daphné Dumery (N-VA): Vanaf 1 februari 2011 stuurt de rechtbank van Brugge in burgerzaken geen ongetekende afschriften van vonnissen meer naar de advocaten, hoewel dat wettelijk verplicht is. De reden is het schrijnende personeelstekort op de burgerlijke griffie. Vijftien vacatures raken niet ingevuld.

Leidt deze maatregel echt tot een kleinere werklast? Wat de rechtbank doet, is onwettig. Heeft de minister al maatregelen genomen? Wil hij artikel 792 van het Gerechtelijk Wetboek aanpassen zodat de situatie in Brugge wordt geregulariseerd? Wanneer worden de vacatures ingevuld?

09.02 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): De voorzitter van de rechtbank in Brugge heeft ondertussen samen met de hoofdgriffier beslist de maatregel in te trekken en andere manieren te zoeken om de werkdruk te verlichten.

Klopt het dat het personeelskader van de burgerlijke griffie slechts voor 46 procent ingevuld is? Wat zijn de oorzaken?

Op welke manier kan de werkdruk worden verlicht? Er wordt gesproken over het niet langer antwoorden op vragen om een pleitdatum te bepalen. Dat is natuurlijk ook geen goede oplossing. Kan de minister ingrijpen om ervoor te zorgen dat het werk dat moet gebeuren, ook gebeurt?

09.03 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Eigenlijk is het personeel van Brugge aan het staken. Het weigert de taken die het wettelijk moet uitvoeren, uit te voeren. Dat is een vorm van burgerlijke ongehoorzaamheid, waarvan de rechtszoekende het slachtoffer is.

Hoe zal de minister ingrijpen? Is dit probleem specifiek voor Brugge?

Hoe komt het dat het personeel zo moeizaam wordt vervangen? Wat loopt er fout met de benoemingen? Misschien wil niemand in Brugge gaan werken? Of houdt de minister de publicatie van de vacatures in het *Belgisch Staatsblad* tegen?

09.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Volgens artikel 792 van het Gerechtelijk Wetboek moet de griffie een kopie van het vonnis aan elke partij sturen. Wegens de werklust besliste de rechtbank van Brugge om dit niet meer te doen. Ook in Brussel heeft deze problematiek zich al eens voorgedaan.

De beslissing van de rechtbank van Brugge is tegen de wet. Ik ben trouwens niet door de balie van Brugge gecontacteerd en ik ben ook niet op de hoogte van een klacht bij de procureur-generaal. Ondertussen is de situatie genormaliseerd omdat de maatregel is ingetrokken.

Ik zal artikel 792 niet opheffen, maar om de werkdruk te verlichten moet er wel meer worden geïnvesteerd in de informatisering van Justitie. Via de elektronische postbus zullen elektronische verzendingen vanuit de griffies kunnen worden gedaan. Ik zal met de vertegenwoordigers van de rechterlijke orde bespreken of de testperiode in Brugge als een van de eerste in de uitrol kan worden opgenomen. Zodra er een concreet project is, zal ik het hier komen toelichten.

Zolang de situatie van lopende zaken van kracht is, kan ik geen nieuwe initiatieven nemen of budgettaire engagementen aangaan. Er kan enkel binnen het wettelijke kader worden gewerkt. Voor het personeelskader van de griffiers is dat de wet van 1975 tot vaststelling van de personeelsformatie voor de rechtbanken van eerste aanleg, en voor het administratief personeel het KB van 2007 over de vaststelling van de personeelsformatie van de secretarissen bij de parketten en van de personeelsleden bij griffies.

In het kader van de budgettaire besparing, die voor elke overheidsdienst geldt, heb ik beslist de vacante ambten met een beperkte vertraging te publiceren en in te vullen. Ik verwijst naar de rondzendbrief 154 van 23 december 2009.

Het wettelijke kader van de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge telt 85 personeelsleden, 31 griffiers en 54 administratieve personeelsleden, met vijf toegelaten boventallen. Het totaal telt dus 90 personeelsleden. Het kader is bijna compleet, gezien de nakende benoeming van twee griffiers. Bij het lager administratief personeel zijn er 15 vacatures. Voor vijf daarvan loopt de selectieprocedure. De overige plaatsen worden gepubliceerd in de volgende publicatie in het *Belgisch Staatsblad*. Er zijn momenteel twintig contractuele medewerkers in dienst.

Binnenkort komen daar drie contractuele medewerkers bij. Dan zal de griffie 87,7 voltijdse medewerkers tellen op een kader van 90.

Ik begrijp de moeilijke omstandigheden waarin de griffies moeten werken en elke vraag om bijkomend personeel of tegemoetkomingen wordt zorgvuldig onderzocht. Zeggen dat er 15 personen ontbreken, is echter niet de hele waarheid. Er is een personeelsbezetting van 97,4 procent.

09.05 Daphné Dumery (N-VA): Er is dus bijna geen personeel te kort. Dan neemt men toch wel heel drastische maatregelen. Misschien moet er ter plaatse eens bekeken worden wat het probleem is.

09.06 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Ik hoop dat het incident gesloten kan worden en dat de griffie het werk zal doen waartoe zij door de wet verplicht is. Maatregelen zijn in ieder geval onverantwoord met een personeelsbezetting van bijna 100 procent.

09.07 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Het is eigenlijk meer een mouterij dan een stiptheidsstaking in Brugge. Ik verwacht dat de minister optreedt met alle wettelijke middelen.

Het incident is gesloten.

10 Samengevoegde vragen van

- de heer Christian Brocorme aan de minister van Justitie over "de gevolgen van de omzendbrief 154" (nr. 2479)
- de heer Stefaan Van Hecke aan de minister van Justitie over "de gevolgen van de omzendbrief 154" (nr. 2553)
- de heer Olivier Maingain aan de minister van Justitie over "de aanstelling van nieuwe magistraten" (nr. 2567)
- mevrouw Juliette Boulet aan de minister van Justitie over "de bezorgdheid van de Hoge Raad voor de Justitie met betrekking tot de publicatie van de vacatures" (nr. 2577)
- de heer Renaat Landuyt aan de minister van Justitie over "de gevolgen van circulaire nr. 154" (nr. 2621)

10.01 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): De Hoge Raad voor de Justitie heeft nogmaals rondzendbrief 154 aangeklaagd. De werking van hoven en rechtbanken blijft problemen ondervinden wegens de vertraagde bekendmaking van de vacante plaatsen.

Acht de minister het normaal dat het meer dan negen maanden duurt voor een vacante plaats opnieuw wordt ingevuld? Is hij bereid om de rondzendbrief of bepaalde onderdelen ervan te herzien? Is hij bereid om niet langer twee tot drie maanden te wachten met de publicatie van een vacante betrekking?

10.02 Olivier Maingain (MR): Gelet op het feit dat de benoemings- of aanstellingsprocedure naar schatting 200 dagen in beslag neemt, kan een vacature vandaag op zijn vroegst na negen maanden vervuld worden. In augustus vorig jaar liet u verstaan dat die procedure zou worden ingekort. De HRJ stelt vast dat de bekendmakingen nog altijd te lang op zich laten wachten, terwijl de vervanging van het gerechtelijk personeel al vertraging heeft opgelopen en de benoemingen voor bijzondere mandaten in de periode van lopende zaken bevroren werden. Daarbij komt nog dat een groot aantal magistraten binnenkort met pensioen gaat.

Worden de vacatures binnen de maand bekendgemaakt? Welke maatregelen worden er genomen om te anticiperen op de aanwerving van nieuwe magistraten, opdat de goede werking van het gerecht verzekerd zou blijven?

10.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): De HRJ luidt de noodklok en vraagt een nieuwe evaluatie van de huidige maatregelen of toch op zijn minst de afschaffing van de wachttijd voor de bekendmaking van vacatures.

Wat zal u de HRJ antwoorden? Welke initiatieven heeft u genomen? Welke maatregelen kunnen er genomen worden in de periode van lopende zaken?

10.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Ik heb al elementen van antwoord gegeven in de commissie van 2 februari 2011. Bij de benoemingen van magistraten houdt mijn administratie rekening met de regeringsbeslissing dat op het geheel van de begrotingskredieten voor personeelsuitgaven iedere FOD niet alleen voor 2010, maar ook voor 2011, een belangrijke besparing moet realiseren.

De niet-vervanging van de vertrekkers is daarbij een belangrijk uitgangspunt.

Voor de rechterlijke organisatie heb ik altijd verdedigd dat de invulling van de wettelijke kaders moest worden gevrijwaard.

(Frans) Aan de wettelijk vastgelegde magistratenformatie mag niet getornd worden. Alleen moet ik bezuinigen. Die omzendbrief werd uitgedacht om oplossingen te vinden.

(Nederlands) Ik heb ervoor gekozen de opgelegde besparing te realiseren via een beperkte vertraging in het ritme van de invulling van de vacante plaatsen. Het resultaat is een niet-bezetting van de vacante plaats gedurende een periode van twee maanden. De meeste magistraten die vertrekken, gaan gewoon met pensioen of kondigen tijdig hun pensioen aan. Dan wordt de invulling perfect georganiseerd.

Uit voorzichtigheid en om organisatorische redenen had ik eveneens beslist de aankondigingen te groeperen per twee maanden. Sinds september 2010 heb ik deze maatregel versoepeld, waardoor alle vacante plaatsen weer maandelijks gepubliceerd worden. Het resultaat daarvan is, dat de vacatures in de meeste gevallen zelfs sneller opgevuld kunnen worden.

Inzake de vraag om een versnelling van benoemings- en aanwijzingsprocedures wijs ik erop dat de procedures van het Gerechtelijk Wetboek erop gericht zijn het aanwervingsproces zo objectief mogelijk te laten verlopen.

De kandidaten hebben de mogelijkheid om na elke stap in de adviesprocedure hun opmerkingen te laten kennen. Waar we kunnen inkorten, doen we dat. Zodra de Hoge Raad voor de Justitie een beslissing heeft genomen, proberen wij zo vlug mogelijk te publiceren. In de meeste gevallen wordt vroeger gepubliceerd dan wettelijk is vereist.

Ik ben mij ervan bewust dat deze procedures, die sinds augustus 2000 van kracht zijn, moderner en sneller kunnen worden gevoerd. Het is een wettelijke keten die men niet zo gemakkelijk doorbreekt, tenzij men de procedure via de Hoge Raad voor de Justitie afschaft en de procedures van vroeger opnieuw invoert. Ik denk echter niet dat hiervoor een meerderheid in dit Parlement zou bestaan.

(Frans) Wat de aanstelling van magistraten in de mandaten van jeugdrechter, onderzoeksrechter, beslagrechter, eerste substituut bij het parket van eerste aanleg, advocaat-generaal en eerste advocaat-generaal bij de parketten-generaal betreft, kan er aan de voorstellen van de korpschefs geen uitvoering worden gegeven tijdens een periode van lopende zaken. De aanstelling in de adjunct-mandaten van de zittende magistratuur kan daarentegen wel worden voortgezet. De korpschefs kunnen met toepassing van artikel 80, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek bij beschikking magistraten aanstellen gedurende een termijn van ten hoogste twee jaar, die tweemaal kan worden hernieuwd. Wat de rechters in handelszaken betreft, zijn er 150 tot 175 ambten vacant, die tijdens een periode van lopende zaken niet kunnen worden ingevuld.

10.05 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Ik vind het maar normaal dat de minister niet aan de kaders komt. Men kan op andere zaken besparen. We hebben hier bijvoorbeeld een discussie over de dure telefoontaps gehad.

10.06 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Het KB wordt gepubliceerd. Dat levert 30 procent besparingen op.

10.07 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Door overleg met de magistraten kunnen er veel besparingstips binnenkomen die niet raken aan de dienstverlening voor de burgers. De keuze die via rondzendbrief 154 gemaakt is, heeft op zich een invloed op de werking van Justitie. Hoelang wil de minister die besparingen aanhouden? Wacht hij op een nieuwe regering?

10.08 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): De besparingen zijn het voorwerp van nieuwe besprekingen over de begroting van 2011. Het debat is opnieuw aan de gang op welke manier men de Europese normen kan halen. De vraag zal zijn wat de globale besparingen zijn die alle departementen moeten uitvoeren. Het debat wordt scherper dan ooit tevoren. Ik moet tegengaan dat de dienstverlening helemaal wordt bedreigd. Ik ga ervan uit dat men mij vanuit het Parlement zal steunen om de begroting van Justitie te doen stijgen.

Bij het gevangenispersoneel is er geen marge. De druk door de overbevolking is gigantisch. Ik raak daar dus niet aan.

Ten aanzien van de administratie kan ik bepaalde methodieken toepassen.

Betreffende de rechterlijke orde is er het debat over de circulaire naar aanleiding van twee besparingsmogelijkheden: een vertraging van de benoeming van het personeel en de post van de zittingsgriffiers.

Er zijn pakketten toegewezen van een aantal bodes per hof van beroep. Zij managen dat zelf. In Antwerpen is er zelfs een overschot. Er is nog niet beslist of men vrijgemaakte budgetten voor iets anders zal mogen gebruiken.

10.09 Olivier Maingain (MR): Laten we – los van de lopende zaken – kijken naar de gewone procedure voor de vervanging van magistraten die met pensioen gaan: zoals de procedure nu georganiseerd is, kan er niet geanticipeerd worden, aangezien er een bepaalde tijd verloopt tussen het ogenblik waarop de magistraat meedeelt dat hij met pensioen gaat en het ogenblik waarop hij wordt vervangen. U kan die procedure echter wel degelijk herzien. Wanneer bekend is dat een ambtenaar weggaat en vervangen moet worden, kan men zijn vervanging zodanig organiseren dat de opvolger aangesteld is tegen de datum waarop diens voorganger effectief vertrekt.

Daarnaast is er het probleem van de niet-afgehandelde procedures van magistraten die met pensioen gaan. Het Grondwettelijk Hof heeft daar, als ik me niet vergis, een oplossing voor, die erin bestaat de gepensioneerde magistraten verder zitting te laten houden in de zaken waarin zij rechtspraken. Dat levert tijdswinst op en is ook efficiënter, maar ik weet niet of die oplossing ook in de hoven en rechtbanken kan worden toegepast. Op die manier zou vermeden worden dat de zittende magistraten opnieuw moeten worden aangewezen en, in bepaalde gevallen, dat de procedure *ab initio* moet worden overgedaan.

10.10 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Ik ben het roerend eens met mijn collega's. Het verlengen van de termijnen heb ik altijd al vreemd gevonden, meer bepaald met het oog op de continuïteit van de dossiers en het doorgeven van (dossier)kennis, vooral in het geval van een pensionering. Ik begrijp dat er bespaard moet worden, maar ik vind dit soms toch behoorlijk riskant.

Afgaande op de justitiebarometer is dit niet het juiste antwoord. Ik kan mij dus alleen maar aansluiten bij de bezorgdheid van de HRJ over omzendbrief 154.

10.11 Minister Stefaan De Clerck (Frans): De vraag rijst of wie bevorderd werd, verplicht is om de dossiers waaraan hij meegewerkt heeft te finaliseren. Staat de duur van de zaken een bevordering in de weg of kan men bevorderd worden en tegelijk verplicht worden de dossiers af te werken? Dat is een sleutelement van de continuïteit van de dienstverlening. Er zijn nog andere voorbeelden, maar volgens mij zou men een en ander ook moeten toepassen bij bevorderingen.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "het doorschuiven van de factuur voor politieoptredens naar Justitie" (nr. 2400)

11.01 Sophie De Wit (N-VA): De lokale politie van de politiezone HerKo, die de gemeenten Herent en Kortenberg omvat, moet vaak noodinterventies uitvoeren in de gesloten jeugdinstelling van Everberg. Tevens is ze verplicht om gedetineerden uit Everberg evenals psychiatrische patiënten uit de instelling van Kortenberg naar het ziekenhuis te vervoeren en bij dat transport voor hun bewaking in te staan. Hieraan zijn natuurlijk heel wat kosten verbonden. De middelen van de zone werden echter vastgelegd voor de vestiging van de gesloten jeugdinstelling op het grondgebied. De burgemeester van Kortenberg – en tevens voorzitter van HerKo – verklaarde de rekening van al deze interventies door te zullen sturen naar Justitie. Indien Justitie de rekening niet betaalt, dreigt de burgemeester om een deurwaarder te sturen!

Wat is de reactie van de minister op deze toestand?

11.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): In het voorjaar van 2009 zijn er meerdere vergaderingen geweest met de verantwoordelijken van de lokale en federale politie, Binnenlandse Zaken, de directie van het

veiligheidskorps en afgevaardigden van het gevangeniswezen om de concrete problematiek van de politiezone HerKo te bespreken. Ik ben op 27 maart 2009 samen met de toenmalige minister van Binnenlandse Zaken De Padt naar Everberg gegaan en heb er vergaderd met de gouverneur van Vlaams-Brabant, de burgemeesters van de betrokken politiezone, de korpschef, de bestuurlijke directeur-coördinator van het arrondissement en de directie van het gesloten centrum.

Er werd afgesproken dat Justitie zou zorgen voor een voldoende grote ploeg van veiligheidsagenten. Die zou toegewezen worden aan de zone en gevestigd worden bij de dirco Leuven. De korpschef zou via de politieraad van HerKo een dossier indienen met het oog op het aanpassen van het politiekader, onder andere door de aanpassing van de KUL-norm. Aan de provinciegouverneur zou gevraagd worden om vanuit het interventiekorps in voldoende voltijdequivalenten te voorzien.

De installatie van een veiligheidskorps is gestart op 15 juli 2009 en was eind van de zomer 2009 gerealiseerd door de toevoeging van zeven voltijdequivalenten. In het raam van de budgetcontrole van 2010 heb ik er voor geijverd om een extra toelage voor de politiezone HerKo te bekomen. In december 2010 kon aldus een extra dotatie van 84.000 euro aan die politiezone worden toegekend. Ook andere zones in gelijkaardige omstandigheden als HerKo hebben een aangepast bedrag gekregen.

Op lange termijn moet een uitbreiding van de wettelijke taken van het veiligheidskorps ervoor zorgen dat de impact op de werking van de politiediensten zal verkleinen. Voorts zal de KUL-norm herbekeken moeten worden, zodat ten volle rekening gehouden kan worden met de aanwezigheid van een of meerdere penitentiaire inrichtingen op het grondgebied van een bepaalde politiezone. Het veiligheidskorps zal dus in de toekomst meer en meer de verantwoordelijkheid overnemen van de politie.

Het incident is gesloten.

12 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Jacqueline Galant** aan de minister van Justitie over "het dossier met betrekking tot de brandstichting in het woonblok 'Les Mésanges'" (nr. 2483)
- mevrouw **Juliette Boulet** aan de minister van Justitie over "de follow-up van het dossier 'Les Mésanges'" (nr. 2579)

12.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Steeds meer slachtoffers van de ramp in Buizingen hebben het over de tekortkomingen, de vertragingen en de weinig transparante follow-up. Volgens de pers was de belangenvereniging van de slachtoffers van de brand in 'Les Mésanges' niet te spreken over de geformuleerde conclusies.

Een maand geleden heb ik u ondervraagd over de slachtofferbegeleiding. Er had een ontmoeting plaatsgevonden met uw voorganger, de heer Vandeurzen, die zich ertoe verbonden had de slachtoffers van nabij op te volgen, via de justitiehuizen.

Minister Onkelinx heeft me geantwoord dat ze van de gerechtelijke autoriteiten nog geen antwoord had gekregen op haar vragen in verband met de slachtofferlijst en de psychologische bijstand waarop die recht hadden. Ze heeft me gezegd dat ze om een lijst had gevraagd, maar die nog steeds niet gekregen had, en dat ze bijgevolg maar moeilijk een persoonlijke psychosociale begeleiding of een andere maatregel kon voorstellen.

Wat is de stand van zaken in dit dossier? Is dat probleem ondertussen opgelost? Hebben beide ministeries contact met elkaar opgenomen?

12.02 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Het dossier betreffende de brand werd overgezonden aan het parket-generaal van Bergen om het naast het dossier betreffende het beheer van de huisvestingsmaatschappij Sorelobo te kunnen leggen en de eventuele verantwoordelijkheden van de bestuursorganen van die maatschappij en de mogelijke betrokkenheid van minister Didier Donfut en gouverneur Claude Durieux voor wat de veiligheid in het door brand verwoeste gebouw betreft, te kunnen onderzoeken.

Het onderzoek werd voortgezet. De advocaten van de burgerlijke partijen werden op de hoogte gebracht van

het tijdschema, konden de stukken inzien en hun opmerkingen formuleren, wat tot nieuwe verhoren leidde. Op 10 december werden de partijen geïnformeerd dat het onderzoek was afgesloten en vernamen zij dat er geen vervolging zou worden ingesteld tegen de personen die voorrang van rechtsmacht genieten.

Nu die kwestie definitief is beslecht, zal het dossier ten gronde kunnen worden behandeld. De procureur-generaal zal in principe geen slachtoffers meer horen. De magistraat die dat dossier behandelt, heeft diverse keren contact gehad met de advocaten, die op de hoogte worden gehouden van het vervolg van de procedure. De slachtoffers werden begeleid door de justitiehuisen. Het parket-generaal was niet op de hoogte van het verzoek van mevrouw Onkelinx om een lijst van de slachtoffers te mogen ontvangen. De justitiehuisen doen wat zij moeten doen.

12.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Het zou goed zijn dat het dossier niet in de herinnering blijft voortleven als een voorbeeld van een gerechtelijke procedure die slecht werd afgehandeld. Het vervelende is dat verscheidene slachtoffers de toenmalige minister Vandeuren en later minister Onkelinx ontmoet hebben en dat er zeer duidelijke toezeggingen werden gedaan. De bevolking is die toezeggingen niet vergeten en komt bij gebrek aan antwoorden tot de conclusie dat de politiek en het gerecht niet naar haar luisteren. We moeten die opvatting ontkrachten door antwoorden aan te reiken.

Het incident is gesloten.

13 Samengevoegde vragen van

- de heer **Éric Jadot** aan de minister van Justitie over "de WikiLeaks-onthullingen met betrekking tot de uitlevering van Nizar Trabelsi" (nr. 2507)

- de heer **Siegfried Bracke** aan de minister van Justitie over "de uitlevering van Nizar Trabelsi" (nr. 2517)

13.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Volgens de diplomatieke dépêches die WikiLeaks op 2 februari publiceerde, zou België zich niet verzetten tegen de uitlevering van Nizar Trabelsi aan de Verenigde Staten, ook al kan die beslissing de islamisten tegen België ophitsen. Er wordt in die berichten zelfs beweerd dat de uitlevering al in kannen en kruiken is. Dat staat haaks op wat u me onlangs antwoordde, namelijk dat u nog geen beslissing hebt genomen.

Bevestigt u het Amerikaanse standpunt als zou het uitleveringsdossier-Trabelsi nog slechts een technische formaliteit zijn? Hoe schat u het risico voor de betrokkene in, mocht hij aan de Verenigde Staten wordt uitgeleverd? Bent u van oordeel dat die uitlevering binnen het bestek van de lopende zaken haar beslag kan krijgen?

13.02 Siegfried Bracke (N-VA): Uit de onthullingen blijkt dat de heer Trabelsi zou overwegen om in de gevangenis een zware misdaad te plegen, zoals de moord op een cipier, om toch maar niet te worden uitgeleverd. Hij zou dan immers opnieuw voor de rechtbank verschijnen en in België blijven.

Hoe schat de minister de veiligheidsrisico's omtrent de opsluiting van Nizar Trabelsi in? Zijn er extra maatregelen genomen om dat vermeende scenario te verhinderen?

13.03 Minister Stefaan De Clerck (Frans): De Amerikaanse analyse die gelekt werd via WikiLeaks, dateert uit 2008 en 2009 en vertolkt niet meer dan het standpunt van de Amerikaanse ambassade op dat ogenblik. Ik ben niet verantwoordelijk voor de informatie die door de Amerikaanse ambassadeur aan zijn land werd doorgespeeld.

De conclusie dat 'de uitlevering reeds verworven is', is een interpretatie die veel verder gaat dan die berichten. Het is de Belgische regering die de beslissing neemt, op grond van een uitleveringsverzoek. Bovendien is een uitlevering zelden niet meer dan een technische formaliteit, aangezien alle verdragsbepalingen en wettelijke voorwaarden steeds grondig gecontroleerd worden.

In dit dossier is de kwestie van de timing niet relevant, temeer daar de Belgische straf nog niet volledig is uitgevoerd en er nog procedurele middelen zijn tegen een latere beslissing tot uitlevering.

(Nederlands) De zogenaamde onthullingen over Trabelsi neem ik met een stevige korrel zout. Uiteindelijk gaat het hier louter over een interpretatie van de Amerikaanse ambassadeur.

De veiligheidsrisico's met betrekking tot de detentie van Trabelsi worden beheerst door het directoraat-generaal van de Penitentiaire Inrichtingen in het kader van de strafuitvoering. Dat is hun verantwoordelijkheid. Ik heb daar geen commentaar op. Er is ook geen enkele reden om aan te nemen dat iets wat door de Amerikaanse ambassade twee jaar geleden als dreiging is geopperd thans nog actueel zou zijn.

Er is geen enkele reden om aan te nemen dat de uitlevering van Trabelsi geen doorgang meer kan vinden, ook niet in deze periode van lopende zaken. Ik kan die beslissing slechts nemen als het dossier rijp is. Dat is het vandaag niet omdat er nog een gedeelte van de gevangenisstraf moet worden uitgezeten en er nog procedures kunnen worden ingeleid. Ik volg het dossier van heel dichtbij op. Periodes van lopende zaken komen regelmatig voor in de Belgische geschiedenis. Dat zal mij niet verhinderen om te gelegener tijd de beslissing te nemen. Daar kan echter op geen enkele manier op geanticipeerd worden.

13.04 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Dit dossier komt in de actualiteit net na de polemiek omtrent de heer De Crem. De parlementsleden trekken terecht de wenkbrauwen op in verband met de betrekkingen tussen de Belgische en Amerikaanse autoriteiten. Uw antwoord stelt mij gerust: de Belgische autoriteiten zijn onafhankelijk.

Een uitlevering als deze heeft wel degelijk een zekere impact op de geopolitiek. Het kan de toorn wekken van de islamisten. Deze uitlevering zou een sterk politiek signaal zijn. Valt dit onder de lopende zaken? Hier passen een paar vraagtekens.

Ik heb deze persoon ontmoet; hij zou een gevaarlijk individu zijn, maar dat zou ik willen relativeren.

13.05 **Siegfried Bracke** (N-VA): Trabelsi moet dus eerst zijn straf hier uitzitten. Zolang dat niet is gebeurd, is uitlevering niet aan de orde en daarom zijn eigenlijk alle vragen over verhoogde veiligheidsrisico's op dit moment eigenlijk een beetje gepasseerd.

13.06 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Die samenvatting is niet helemaal juist. Er zijn elementen die gelijktijdig lopen. Er zijn enerzijds elementen die te maken hebben met de strafuitvoering volgens Belgisch recht en anderzijds procedure-elementen die nog verder moeten worden ingevuld. Daardoor is het dossier nog niet rijp om te worden voorgelegd aan de regering. Uitlevering is een belangrijke procedure die een politieke betekenis heeft. Lopende zaken kunnen niet verhinderen dat in het kader van lopende procedures op een gegeven moment een beslissing moet worden genomen. Dit is een heel complex dossier. Het gaat niet alleen over de gevangenisstraf. Ik hoop dat het op korte termijn kan worden afgewerkt en dat er een beslissing kan worden genomen over de al dan niet uitlevering.

Het incident is gesloten.

14 **Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de vrijlating van drie verdachten van inbraken in Paal-Beringen" (nr. 2589)**

14.01 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Ik beschik nog niet over het antwoord van het parket en stel voor dat deze vraag wordt uitgesteld.

De **voorzitter**: De vraag wordt uitgesteld

Het incident is gesloten.

15 **Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de meldingen en klachten over seksueel misbruik ontvangen ten paleize" (nr. 2381)**

15.01 **Bert Schoofs** (VB): In de commissie Seksueel Misbruik bleek dat slachtoffers zich vaak niet wenden tot het gerecht, maar tot andere instanties.

Werden dergelijke klachten of meldingen ook verstuurd naar het koninklijk Paleis? Indien ja, hoeveel waren het er dan in totaal tijdens de periode 1996 tot 2011? Wat is er gebeurd met die klachten? Hoe reageerde het

Paleis erop? Werden zij doorgegeven aan het gerecht? In hoeveel gevallen ging het om specifieke meldingen van seksueel misbruik bij minderjarigen en hoe werden die klachten behandeld?

15.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Het Paleis ontvangt zeer veel brieven en ook klachten. Die worden naar de bevoegde of betrokken departementen doorgestuurd. Dikwijls ontvangt Justitie dezelfde dossiers ook rechtstreeks.

Alle meldingen inzake seksueel misbruik die op het Paleis aankomen worden onder de aandacht gebracht van de beleidscel en worden uiteraard doorgestuurd naar een parket of naar het parket-generaal, naar een procureur of naar de federale procureur, naargelang van de inhoud van het dossier. Altijd krijgen de burgers een antwoord. Daarbij wordt ook getracht hun maximaal nuttige informatie te bezorgen. Maar er bestaat geen statistiek over wat van het Paleis komt. Er wordt dus geen standaardantwoord gestuurd.

15.03 **Bert Schoofs** (VB): Het blijkt dat men de problematiek als maatschappelijk fenomeen en zoals zich dat de laatste maanden aandiende, nooit heeft ingezien of als dusdanig ontwaard. Ik hoop dat men daar in de toekomst iets aan gaat doen en er cijfers over gaat bijhouden. Bepaalde maatschappelijke fenomenen moeten goed in het oog worden gehouden. Zeker na Dutroux is men overal in de maatschappij in gebreke gebleven en dus blijkbaar ook in het koninklijk Paleis.

15.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Ik ga niet akkoord met die conclusie. Alles wat op het Paleis binnenkomt, wordt doorgestuurd en komt terecht in de gewone statistieken. Ik ga er ook niet mee akkoord dat er sinds Dutroux niets meer is gebeurd. De bijzondere commissie zal zich wellicht ook buigen over de opvolging van de conclusies en aanbevelingen na de zaak-Dutroux.

15.05 **Bert Schoofs** (VB): Ik heb niet gezegd dat er niets is gebeurd, maar indien dit dossier jarenlang goed was opgevolgd, zouden we ons vandaag niet opnieuw in een commissie over het seksueel misbruik moeten buigen. Ik betreur ook dat niet alle informatie in de statistieken wordt opgenomen. Dit had immers een extra gegeven kunnen zijn voor de commissie Seksueel Misbruik.

Het incident is gesloten.

16 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Éric Jadot** aan de minister van Justitie over "de gijzeling van 3 februari 2011 in de psychiatrische afdeling van de gevangenis te Namen" (nr. 2563)
- de heer **Bert Schoofs** aan de minister van Justitie over "de gijzeling en de moord in de gevangenis van Namen" (nr. 2588)
- mevrouw **Sophie De Wit** aan de minister van Justitie over "het drama in de gevangenis van Namen" (nr. 2595)
- de heer **Georges Gilkinet** aan de minister van Justitie over "de gijzeling in de gevangenis te Namen" (nr. 2605)
- mevrouw **Carina Van Cauter** aan de minister van Justitie over "de gijzeling in de gevangenis van Namen" (nr. 2608)

16.01 **Bert Schoofs** (VB): Op 3 februari 2011 werd in de gevangenis van Namen een gedetineerde vermoord. Vervolgens was er een gijzeling door de dader, die als extreem gewelddadig bekend stond.

Kan de minister de gebeurtenissen toelichten? Hoe kwam de dader aan de scheermesjes die hij naar verluidt als een ketting rond de hals van zijn gijzelaars legde? Hoe kon hij een medegedetineerde doden? Had hij wapens? Hoe kon hij vier gijzelaars in bedwang houden? Welk gevangenisregime was op hem van toepassing? Hoe wordt dit soort situaties voorkomen?

16.02 **Sophie De Wit** (N-VA): De dader stond bekend als extreem gevaarlijk. Ik veronderstel dat voor een dergelijke gevangene toch extra bewaking of maatregelen worden genomen.

Ging er iets mis op het vlak van beveiliging in de gevangenis, zodat het incident kon plaatsvinden? De man was immers niet alleen gewelddadig. Hij was ook bekend voor zijn ontsnappingen. Welke lessen kunnen uit dit drama worden getrokken?

16.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): De dood van een gedetineerde die vorige donderdag in de gevangenis van Namen stierf door toedoen van een andere gedetineerde die psychiatrische problemen heeft, moet ons ertoe aanzetten alle nodige conclusies te trekken.

Al jaren wordt gezegd dat die gevangenis dichtgaat en vervangen zal worden door een inrichting in Sambreville, maar het dossier met betrekking tot Sambreville zit in het slop. Ondertussen worden de werk- en leefomstandigheden er slechter op, terwijl de werknemers alles doen wat ze kunnen om moeilijke gevallen op te vangen, en ervoor zorgen dat de gedetineerden perspectieven op resocialisatie hebben wanneer ze uit de gevangenis ontslagen worden.

Welke balans maken uw diensten op van dat incident? Heeft de verouderde staat van het gebouw er een rol in gespeeld? Is de verbetering van de infrastructuur van de gevangenis van Namen voor u een prioriteit? Welke maatregelen zal u nemen met betrekking tot het opvangen van personen met psychiatrische problemen in de gevangenissen? Welke psychologische steun wordt er het gevangenispersoneel, de gedetineerden en hun familie geboden naar aanleiding van dat incident?

16.04 Carina Van Cauter (Open Vld): Deze gebeurtenis maakt nog maar eens duidelijk dat geïnterneerden niet thuishoren in gevangenissen. Eind 2009 antwoordde de minister dat er 1.094 geïnterneerden in de gevangenissen zaten. Hij had het over de planning op de lange termijn, de bouw van forensische detentiecentra, het externe zorgcircuit, de specifieke opleiding van cipers om te kunnen omgaan met geïnterneerden en de specifieke zorgploegen voor geïnterneerden. Dat zijn goede maatregelen, maar het einddoel moet een specifieke opvang zijn in forensische detentiecentra.

Beschikte men in Namen over die zorgploegen? Hadden de cipers de nodige opleiding genoten om met geïnterneerden om te gaan? Zijn die maatregelen dan niet voldoende om de veiligheid van de medebewoners en van de cipers te garanderen?

Hoe zit het met de bouw van de forensische psychiatrische instellingen in Gent en in Antwerpen? Wanneer kunnen we de ingebruikname van die detentiecentra verwachten? Welk personeel komt er in die centra?

16.05 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Ik betreur het incident ten zeerste en betuig mijn medeleven, zowel aan de personeelsleden die het slachtoffer zijn geweest van de gijzelingsactie, als aan de familie van de overleden gedetineerde.

(Frans) Op 3 februari gijzelde Salek Hilami, die veroordeeld en geïnterneerd werd, vier personeelsleden van de psychiatrische afdeling van de gevangenis te Namen.

Het ging om een penitentiaire bewakingsassistent, een opvoeder, een ergotherapeute en een verpleegster. Betrokkene hield de cipier vast bij de nek en dreigde met de andere hand met een zelfgemaakt snijwapen. Er werd meteen alarm geslagen en de politie werd verwittigd.

Het gevangenispersoneel, het verzorgend personeel, de bewakingsassistenten, het personeel uit de psychiatrische afdeling en de directeur hebben geprobeerd om de gemoederen te bedaren en te onderhandelen met de gijzelnemer. Ook een onderhandelaar van de politie probeerde de man tot rede te brengen, echter zonder resultaat.

Salek Hilami eiste vijf vuurwapens en een celwagen. Hij dreigde ermee iemand te zullen vermoorden als hij zijn zin niet kreeg. Hij eiste de lijst van de geïnterneerden in het bijgebouw, want hij zou de bedoeling hebben gehad een pedofiel te doden om zijn vastberadenheid te tonen. De directie heeft geprobeerd om tijd te winnen, maar zag zich gedwongen hem de lijst te overhandigen, omdat het steeds duidelijker werd dat hij een gijzelaar wilde doden. Van die lijst heeft hij geen gebruik gemaakt.

Hilami zou zijn plannen dan hebben gewijzigd – het onderzoek daarover is nog aan de gang – en heeft een medegevangene doen brengen, die hij met zijn riem zou hebben gewurgd en vervolgens opgehangen aan het traliwerk. Volgens de informatie waarover we beschikken, zou de medegevangene aanvankelijk meewerken aan de ontsnappingspoging, maar zou hij later van dat plan hebben afgezien.

Na drie uur slaagden de gespecialiseerde diensten erin Hilami te neutraliseren. Daarbij werd gebruik

gemaakt van niet-letale wapens. Hilami en de gegijzelde penitentiaire bewakingsassistent raakten beiden gewond en werden naar het ziekenhuis overgebracht. De vier personeelsleden verkeren in zware shock en worden begeleid door de sociale diensten van de politie. De staf en het verzorgend personeel van Paifve en Jamioux kwamen hun Naamse collega's versterking bieden.

Ook de regionale directie is ter plaatse geweest.

Ik betuig mijn steun aan de vier personeelsleden die werden gegijzeld en ik prijs de moed en het professionalisme van alle werknemers van de gevangenis die bij het incident waren betrokken.

Er waren de voorbije maanden niet echt problemen geweest met Hilami. Omdat zijn toestand sinds het begin van het jaar achteruitging, werd hij uit voorzorg ontheven van zijn job in de keuken en in de psychiatrische afdeling ondergebracht. Het is mogelijk dat deze beslissing en zijn verslechterende toestand aan de basis hebben gelegen van het incident. De gevangenisdirectie heeft op basis van het dossier de juiste beslissing genomen. Zij lijkt in de behandeling van dit individuele geval geen fouten te hebben gemaakt.

(Nederlands) Het drama heeft niks met een eventueel gebrek aan veiligheid in de infrastructuur te maken. Het gaat om een uitzonderlijk incident, dat zelfs in de best beveiligde gevangenis had kunnen plaatsvinden. Fysieke contacten tussen het personeel en de gedetineerden kunnen nooit volledig worden vermeden. Zodra dergelijke contacten bestaan, kan een incident zoals een gijzeling niet volledig worden uitgesloten. De penitentiaire administratie doet alles om de veiligheid in de gevangenis zo hoog mogelijk te houden, maar het nulrisico bestaat niet.

Er loopt een gerechtelijk onderzoek naar de feiten. Ik kan daarover maar beperkte informatie geven. Ik weet niet waar de scheermesjes vandaan kwamen. Kennelijk heeft Hilami zich in de centrumpost van de psychiatrische afdeling verschanst. Hij is erin geslaagd via het veiligheidssas aan de ingang van de sectie de gijzelaars van elkaar gescheiden te houden. Het ging om personeelsleden van het zorgteam. Het personeel van de psychiatrische afdeling heeft de nodige opleidingen gevolgd.

Forensische psychiatrische centra zijn inderdaad beter aangewezen voor de opvang van geïnterneerden. Daarin wordt geïnvesteerd. Voor Gent heeft de Regie der Gebouwen midden december 2010 alle offertes ontvangen. Zij zou nu snel tot de aanbesteding en vastlegging overgaan. Ik heb bij de Regie een gedetailleerde timing opgevraagd, maar nog niet ontvangen. De eerder meegedeelde timing van midden 2013 blijft behouden.

Voor Antwerpen werden onlangs de gesprekken met alle betrokken partijen, de stadsbouwmeester en de Vlaamse bouwmeester beëindigd. Zij moeten immers adviezen geven telkens een gebouw van meer dan 10.000 m² wordt gerealiseerd. Hun advies was niet meteen positief. Daarom werden bijkomende onderhandelingen met de ontwerpers en met de Antwerpse en de Vlaamse bouwmeester gevoerd. Die zijn nu afgerond. Het schetsontwerp wordt afgewerkt, zodat het voorontwerp kan worden opgemaakt en de aanvraag tot vergunning op korte termijn kan worden ingediend.

Het is de celgenoot die het slachtoffer is geworden. De mensen die werden gegijzeld waren mensen uit de zorgsector en geen penitentiaire veiligheidsassistenten, zoals men cipers noemt.

Wij investeren nu in 500 plaatsen voor geïnterneerden, maar er zitten er meer dan 1.000 in de gevangenissen. Dat is een beleidsprioriteit. Ook de Gemeenschappen en Gewesten zouden echter bijkomende plaatsen moeten creëren.

16.06 Bert Schoofs (VB): De minister sprak over veiligheidsassistenten. Zijn dat cipers die een bepaalde opleiding hebben gekregen of heb ik dat verkeerd begrepen?

16.07 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): *L'agent pénitentiaire* is de nieuwe terminologie in het laatste sociale akkoord. We spreken niet meer over cipers, maar over penitentiaire beampten of penitentiaire veiligheidsassistenten.

16.08 Bert Schoofs (VB): Het is een prangend probleem en dergelijke feiten zullen zich nog wel voordoen zolang niet alle gevaarlijke geïnterneerden naar behoren worden opgevangen.

16.09 Sophie De Wit (N-VA): De belangrijkste vaststelling is dat geïnterneerden niet thuishoren in de gevangenis en dat er voor hen een aparte infrastructuur nodig is. Ik hoop dat de streefdatum van 2013 voor de bouw van de forensische opvangcentra behouden blijft.

16.10 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Het relaas van de gebeurtenissen is bepaald schokkend.

Er moet een aangepaste oplossing worden gevonden voor dat soort gedetineerden. Misschien moeten we een van de toekomstige inrichtingen specifiek bestemmen voor de opsluiting van dergelijke gevallen.

In uw antwoord zegt u dat de staat van de gevangenis van Namen geen rol speelde in het incident. Toch lijkt het mij dat er een aantal basisinvesteringen in renovatie en beveiliging nodig zijn in deze gevangenis. Ik blijf ervan overtuigd dat die strafinrichting niet meteen zal worden gesloten.

16.11 Carina Van Cauter (Open Vld): Gelukkig hebben de penitentiaire veiligheidsassistenten de nodige specifieke opleidingen genoten. Zo worden ongetwijfeld vele incidenten voorkomen, maar men kan ze uiteraard nooit allemaal uitsluiten.

16.12 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Wij zullen in de nieuwe instellingen een beroep doen op mensen uit de privésector om de geïnterneerden op te vangen.

16.13 Carina Van Cauter (Open Vld): Misschien moeten we de bevolking nu al sensibiliseren zodat mensen die in dergelijke instellingen willen werken, nu reeds starten met het volgen van de nodige opleidingen. Het zou jammer zijn mocht er geen specifiek opgeleid personeel worden gevonden wanneer de instellingen eindelijk klaar zijn. Er is eindelijk vooruitgang inzake de gebouwen in Gent en Antwerpen. Ik hoop dat nu ook in de nodige middelen wordt voorzien. De decreten inzake het overleg met de bouwmeesters zijn een zaak, de problematiek van de geïnterneerden een andere. Men moet prioriteiten durven stellen. Is de veiligheid van de geïnterneerden echt niet belangrijker dan de esthetiek van een gebouw?

16.14 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): De rol van een bouwmeester en de verantwoordelijkheid van de architect zijn heel concreet. De gesprekken zijn heel belangrijk, precies om een visie op het verblijf van geïnterneerden in een gesloten infrastructuur scherper te formuleren. Het gaat dus niet over pure esthetiek, maar over de visie en de intentie.

Het incident is gesloten.

17 Vraag van mevrouw Carina Van Cauter aan de minister van Justitie over "de fout bij de indiening van het cassatieberoep door Els Clottemans" (nr. 2301)

17.01 Carina Van Cauter (Open Vld): Is er in het dossier-Clottemans een fout gemaakt bij de registratie van het beroep? Heeft men de instructie van het College van procureurs-generaal al dan niet gevolgd in de gevangenis waar zij verblijft? Hoe ver staat het met het geautomatiseerd systeem?

17.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Na een eerder incident in de gevangenis heeft de directeur-generaal van het Gevangeniswezen op 5 maart 2009 instructies gestuurd aan de gevangenisdirecties. Het doel is een eenvormige en sluitende procedure voor de afhandeling van de verklaringen tot verzet, beroep of cassatie door gedetineerden. Deze richtlijnen vormen eveneens een onderdeel van het opleidingsprogramma voor nieuwe administratieve personeelsleden van de gevangenisgriffies.

Er wordt gewerkt met een uniek register waarin de verklaring van de gedetineerde geacteerd wordt door de penitentiair beambte. Zowel de gedetineerde als de penitentiair beambte tekenen. Dat wordt vervolgens tot bij de verantwoordelijke van de gevangenisgriffie gebracht, die eveneens tekent en borg staat voor de opmaak van de akte van verzet, beroep of cassatie en voor het doorsturen ervan aan het bevoegde parket of de bevoegde griffie. Iedere eventuele tussenpersoon dient eveneens te tekenen in het register. Op die manier ontstaat er een sluitende keten met gebruik van een uniek register.

Het ontwikkelen van een geautomatiseerd systeem voor het aantekenen van verzet of beroep door een gedetineerde, is mee opgenomen in de ontwikkeling van de volgende versie van het zogenaamde SIDIS-

programma dat de gevangenisgriffies zullen gebruiken. Dit zal gebeurlijk ook een aanpassing vereisen van de wet van 28 juli 1893.

In de zaak-Clottemans gaat het niet om een fout in de toepassing van de voorgeschreven procedures. Op 25 oktober 2010 heeft mevrouw Clottemans mondeling aan haar penitentiare veiligheidsassistent meegedeeld dat zij cassatieberoep wenste aan te tekenen tegen het arrest van 21 oktober 2010. Deze verklaring werd ingeschreven in het register zoals het hoort. Op basis hiervan werd dezelfde dag door de griffie een akte van cassatieberoep opgesteld. Mevrouw Clottemans heeft deze akte ondertekend. Zij heeft op dat ogenblik niet vermeld dat de akte niet volledig was en dat zij ook cassatie wilde instellen tegen het arrest van 20 oktober 2010.

De akte van cassatieberoep werd door de gevangenis bezorgd aan de griffie van de rechtbank te Tongeren. Op 4 november 2010 heeft de advocaat van mevrouw Clottemans te Tongeren cassatieberoep ingesteld tegen het arrest betreffende de burgerlijke belangen. Op dat ogenblik was de datum voor cassatieberoep tegen de arresten in strafzaken nog niet verstreken. Deze termijn eindigde op 5 november. De advocaat kon toen nog cassatieberoep instellen tegen het arrest betreffende de schuldigverklaring, maar heeft dit niet gedaan.

De gevangenis heeft correct gehandeld bij de toepassing van de procedure. Het is aan mevrouw Clottemans om het bewijs te leveren van haar mondelinge bewering. Deze mondelinge bewering wordt alleszins niet ondersteund door haar handtekening op de akte van cassatie.

17.03 Carina Van Cauter (Open Vld): Een uniek register vermijdt effectief toestanden uit het verleden. Op het specifieke dossier heb ik geen commentaar. De bevoegde personen zullen zich daar op het gepaste ogenblik over uitspreken. Er is blijkbaar een tegensprekelijk stuk.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Wij zullen nog de agendapunten 29, 37, 38 en 40 behandelen, waarna alle agendapunten zullen zijn afgehandeld. De vragen onder de andere agendapunten werden ingetrokken of uitgesteld.

18 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "het gevangenisregime van de zogenaamde Farid le Fou" (nr. 2540)

18.01 Bert Schoofs (VB): Volgens mediaberichten zou de beruchte gangster Farid – *le Fou* – Bamouhammad voorrechten krijgen in de gevangenis van Andenne.

Waarom is er een verschil in behandeling tussen Farid le Fou en de overige gedetineerden?

18.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Bamouhammad heeft inderdaad niet hetzelfde regime als de meeste andere gedetineerden in de gevangenis van Andenne, want hij staat onder individueel bijzonder veiligheidsregime. Dat brengt onvermijdelijke beperkingen met zich mee ten opzichte van het standaardregime. Het gaat niet om privileges, maar om beperkingen in zijn regime om de orde en de veiligheid te handhaven.

In de gevangenis van Andenne zijn de cellen uitgerust met een televisietoestel en hebben de gedetineerden tijdens de uren van de gemeenschappelijke activiteiten de mogelijkheid om te telefoneren. De betrokken gedetineerde is de televisie en de telefoon niet ontzegd. Er is in geen geval sprake van een voorkeursbehandeling.

18.03 Bert Schoofs (VB): Ik denk dat men de man op een bepaalde manier wil sussen. Als hij een uur mag telefoneren, terwijl andere gedetineerden dat niet kunnen, en hij de telefoon van de cipiers monopoliseert, is het vreemd als de minister dat geen privilege vindt.

Het incident is gesloten.

19 Vraag van mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "de aanstelling van een manager bij het hof van beroep te Brussel" (nr. 2594)

19.01 Sophie De Wit (N-VA): De minister gaf eerder aan dat hij naar aanleiding van een audit van het Brusselse hof van beroep een manager zal aanstellen, die als beheersdirecteur aan de slag zal gaan. Hij zal naast de eerste voorzitter van het hof van beroep komen te staan. Blijkbaar lag de communicatie van de minister heel gevoelig bij de eerste voorzitter.

Hoe zit de vork in de steel? Wat is de taakomschrijving van die manager? Op welke criteria zal hij na twee jaar worden beoordeeld?

De minister wil het proefproject uitbreiden. Is er ook in andere hoven van beroep slechts een beperkte managementcapaciteit aanwezig? Of is er vooral in Brussel een probleem? Wanneer werd de beslissing voor het aanstellen van een beheersdirecteur genomen? Waarin ligt het onderscheid in een periode van lopende zaken tussen de aanstelling van een beheersdirecteur en de aanstelling van extra rechters?

19.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): De beheersdirecteur moet een globale managementondersteuning bieden aan de korpschef en het beheerscomité van het hof. Ik overhandig mevrouw De Wit de tekst en het protocol.

De werkzaamheden van de beheersdirecteur worden nauwgezet opgevolgd. Hij zal tweemaandelijks boordtabellen bezorgen met de voortgang van zijn projecten. Elke zes maanden heeft de beheersdirecteur een voortgangs- en evaluatiegesprek met de eerste voorzitter van het hof, de directeur-generaal Gerechtelijke Organisatie van de FOD en de minister van Justitie, of hun afgevaardigden.

De evaluatie is niet zozeer een beoordeling van de beheersdirecteur, maar wel een engagement vanwege de eerste voorzitter en de FOD Justitie om zijn werk nauwgezet op te volgen en hem te steunen. Het laat toe erover te waken dat de beheersdirecteur optimaal wordt ingezet. De gerechtelijke orde en de FOD Justitie kunnen lessen trekken uit dit proefproject. Het is de bedoeling dat ook elders een beheersdirecteur wordt aangesteld.

Dit proefproject houdt absoluut geen oordeel in over de werking van het Brusselse hof van beroep. We hebben in eerste instantie dit hof van beroep genomen, omdat die audit van de Hoge Raad voor de Justitie er was. Daaruit bleek dat er een aantal problemen was en dat er een nieuwe eerste voorzitter was, die zei dat hij met die audit wilde werken, maar dat hij daarvoor dan ook de middelen nodig had.

Ik heb reeds in de begroting van 2010 een speciale post laten opnemen met speciale aanduiding van initiatieven die ik ter zake wilde nemen, bij voorkeur in Brussel. Daarom was het ook mogelijk om te verwijzen naar die specifieke beslissing. Daardoor hebben wij toch kunnen zeggen dat het een voortzetting van een initiatief is, en niet iets dat zomaar uit de lucht valt. Er is in speciale middelen voorzien in de begroting om dat project te realiseren.

Ondanks de behoedzaamheid hebben wij op die basis op 25 november 2010 van de Inspectie van Financiën een akkoord verkregen.

Het gaat om een contractuele functie van bepaalde duur.

Ik heb de eerste voorzitter helemaal niet willen stigmatiseren. Integendeel, ik heb van zijn enthousiasme willen gebruikmaken om te zeggen dat dit het moment is om daar bij voorrang een experiment met een beheersdirecteur te wagen. Het is jammer dat de perceptie een beetje verkeerd is overgekomen. Ik zal hem dat nog eens persoonlijk uitleggen en dat rechtzetten, want ik steun dat project absoluut.

19.03 Sophie De Wit (N-VA): Ik ben blij dat het enkel om een perceptieprobleem gaat. Zoals de minister vind ik dit een goed initiatief. Ik kijk uit naar de resultaten ervan.

Het incident is gesloten.

20 Samengevoegde vragen van

- de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "het aantal verleende gratieverzoeken" (nr. 2603)

- de heer Siegfried Bracke aan de minister van Justitie over "de gratieverzoeken ingewilligd door de Koning" (nr. 2615)

20.01 Bert Schoofs (VB): In 2010 werd aan 75 veroordeelden gratie verleend. Dat waren 69 Franstaligen en slechts 6 Nederlandstaligen. Het totale aantal gratieverleningen verminderde ten opzichte van 2009.

Waarom werden er minder gratieverleningen toegestaan? Waarom kregen significant meer Franstaligen gratie dan Vlamingen? Dienen Vlamingen veel minder gratieverzoeken in? Heeft de minister in dit verband de cijfers voor 2007, 2008, 2009 en 2010?

20.02 Siegfried Bracke (N-VA): De minister heeft verklaard dat het verschil tussen Nederlandstaligen en Franstaligen in dit verband te maken zou hebben met een verschil in adviespolitiek van de betrokken wijkagenten en parketten. Dit is een wat vreemde uitleg, want er wordt altijd gezegd dat het parket een en ondeelbaar is.

Het ondersteunt de these van de Orde van Vlaamse Balies dat Justitie de facto al is opgesplitst volgens een communautaire breuklijn.

20.03 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): Voor de voorstellen tot genadebesluit die ter ondertekening aan de Koning worden voorgelegd, steunt de minister zich op een dossier dat voorbereid werd.

Voor het formuleren van het syntheseadvies steunt de dienst Genade op het handboek van Mathieu en Masson van 1955. Vooral steunt de dienst Genade zich op de interne richtlijn van 4 oktober 1999 van minister Verwilghen. De fundamentele wijziging inzake genadebeleid is gebeurd in de periode-Dutroux. Waar het vroeger nog werd gebruikt als een instrument van beheersing van de gevangenispopulatie, is dit gebruik nu totaal verlaten.

Het uitgangspunt is dat genade toelaatbaar is op grond van een omstandigheid waarmee de rechter op het tijdstip van zijn beslissing geen of onvoldoende rekening heeft kunnen houden en die aanleiding zou hebben gegeven tot het opleggen van een andere straf of maatregel of tot het afzien ervan.

Genade wordt in geen geval beschouwd als een soort van derde aanleg.

Er zijn verschillen in cijfers voor Nederlandstalige en Franstalige dossiers, onder meer omdat de adviezen van de genadedienst de resultante zijn van meerdere adviezen op diverse echelons en van diverse elementen.

Dat alles is echter niet objectiveerbaar. Er kan niet vastgelegd worden op welke punten precies het verschil ontstaat. Dat is nog niet wetenschappelijk onderzocht.

Bij de weging van de opgesomde elementen en het syntheseadvies komen immers al die elementen aan bod. De dienst Genade behandelt de dossiers volgens taalrol en alle personeelsleden zijn in principe gebonden door dezelfde toepassingsrichtlijn, maar blijkbaar zijn er toch verschillen die misschien nader moeten worden onderzocht.

In 2010 is het aantal genadeverzoekschriften bijna identiek: Nederlandstalig 624, Franstalig 632. Ingewilligde genadeverzoeken: Nederlandstalig 6, Franstalig 69.

Het aantal toekenningen daalt van jaar tot jaar. In 2007 waren er nog 295 ingewilligde verzoeken, in 2008 156, in 2009 96. Het aantal genadeverzoeken blijft evenwel ongeveer identiek: in 2007 1.604, in 2008 1.475, in 2009 1.332 en in 2010 1.256.

20.04 Bert Schoofs (VB): Ik dank de minister voor de cijfers, maar ik kreeg geen uitsplitsing tussen Nederlandstaligen en Franstaligen in 2007, 2008 en 2009.

Als er geen objectieve verklaring is voor het verschil, dan moeten we een mentaliteitsverschil tussen de diensten vaststellen. De Koning behandelt dat niet zelf.

Dit is een archaïsch systeem, wij vragen al lang de afschaffing van het genaderecht.

20.05 Siegfried Bracke (N-VA): Er is inderdaad geen wetenschappelijk onderzoek dat het verschil kan uitleggen, maar het bestaat wel. Er schijnt een splitsing in de geesten te zijn, waarbij dezelfde regels anders worden toegepast.

20.06 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): De cijfers zijn objectief, er is een verschil in toepassing geweest. Ik weet niet of we nog een groot debat moeten voeren over het genaderecht, het is een uitdovend gegeven.

Natuurlijk wordt genade door de parketten ook op een technische wijze gebruikt, bij vergissingen en problemen allerhande. Dit moet mogelijk blijven.

20.07 Bert Schoofs (VB): Er zijn misschien modernere technieken om dit aan te pakken.

Het incident is gesloten.

21 Vraag van de heer Siegfried Bracke aan de minister van Justitie over "het vervolgingsbeleid van vrouwenbesnijdenis in België" (nr. 2616)

21.01 Siegfried Bracke (N-VA): In een rapport van de FOD Volksgezondheid staat dat er in België 8.200 vrouwen zijn besneden of het risico lopen besneden te worden. Vrouwenbesnijdenis is expliciet verboden en sinds 2001 in de strafwet opgenomen.

Klopt het dat er op dat punt nog nooit een vervolging is ingesteld? Is men zich bewust van die problematiek bij Justitie? Kan de minister enige toelichting geven bij dat rapport? Zijn de mensen in het onderwijs, de medische sector enzovoort erover geïnformeerd dat ze die feiten aan Justitie kunnen melden? Wat vindt de minister van de invoering van een meldingsplicht?

21.02 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): De FOD Volksgezondheid heeft inderdaad een onderzoek naar vrouwenbesnijdenis laten uitvoeren. Het rapport werd in oktober 2010 gepubliceerd. De conclusie is dat op 1 januari 2008 in totaal 8.235 meisjes en vrouwen besneden waren of het risico liepen om besneden te worden. Om tot die cijfers te komen, gebruikten de onderzoekers verschillende bronnen van de algemene directie Statistiek en Economische Informatie van de FOD Economie, Kind en Gezin, Office de la naissance et de l'enfance van de Franstalige Gemeenschap en Fedasil.

Uit de cijfers blijkt dat dit een wijd verspreid fenomeen is. We moeten preventief optreden en de feiten maximaal opsporen. Het cijfer van meer dan 8.000 meisjes en vrouwen betekent echter niet dat er evenveel dossiers zijn die nu onmiddellijk moeten worden opgevolgd door het parket op grond van een strafrechtelijke inbreuk. Het gaat immers ook over meisjes die het risico lopen besneden te worden.

Wij moeten dus werk maken van een globale strategie: informatie, preventie, hulpverlening, gezondheidszorg, bescherming van minderjarigen die in gevaar zijn, eventuele strafrechtelijke vervolging, bescherming van slachtoffers, vorming van degenen die met het probleem worden geconfronteerd, zoals de politie en de magistratuur enzovoort. Ook de medische wereld moeten wij mobiliseren. De Vlaamse gynaecologen hebben vroeger reeds naar vorming over het fenomeen gevraagd, zodat ze kunnen leren ermee om te gaan.

De minister van Volksgezondheid heeft op het colloquium van 4 februari 2011 aangekondigd dat er een multidisciplinaire aanpak zou worden uitgebouwd voor alle professionelen, dokters, advocaten en magistraten. Ik steun haar initiatief volledig.

Ook aan het strafrechtelijke aspect moet worden voortgewerkt. Er is ook vanuit het International Centre for Reproductive Health onderzoek gedaan naar de verschillende wetgevingen inzake mutilatie.

(*Frans*) De gevallen van misdrijven tegen personen worden minder gemakkelijk bij het gerecht gemeld dan de misdrijven tegen goederen.

(Nederlands) Daarin bevestigt men dat vooral de opvolging nog meer aandacht zal vragen. Er is uiteraard een specifieke wetgeving. De commissie buigt zich over het beroepsgeheim en de meldplicht. Zelf denk ik eerder aan een meldrecht.

Het meldrecht heeft als grote voordeel dat mensen uit de zorgsector er een beroep op kunnen doen nadat men vanuit de zorgsector al het nodige heeft gedaan. Het is dus een volgende nuttige stap waardoor men achteraf niet strafbaar is, aangezien men de zaak heeft gemeld. De vraag is in welke mate een meldrecht moet worden veralgemeend in alle dossiers waar criminaliteit of strafrechtelijke feiten naar boven komen. Wanneer kan men oordelen de zorgfase te verlaten om naar Justitie te stappen? Dat is geen meldplicht want die veronderstelt dat men de feiten meldt van zodra men erover geïnformeerd is. Iemand uit de zorgsector verplichten is problematisch voor de essentie van zijn functie, van de vertrouwelijkheid en de relatie die hij met het slachtoffer moet kunnen opbouwen.

21.03 Siegfried Bracke (N-VA): Ik ben mij bewust van de moeilijke afweging die moet worden gemaakt tussen meldplicht en meldrecht. De commissie worstelt daar ook mee. We krijgen geregeld mails uit de zorgsector met de smeekebede om geen meldplicht in te voeren.

Het gaat hier echter ook over minderjarigen en over het risico om besneden te worden. Hoe weet men dat iemand het risico loopt? Ik stel voor om ons op dat punt niet al te begrijpend op te stellen. We mogen niet werken met een dubbele standaard en dit trachten te begrijpen vanuit cultuurtradities. Dit kan immers niet worden aanvaard. Dat signaal moet onder meer door Justitie duidelijk worden gegeven.

21.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): De wetenschappelijke studie hierover is *Étude de prévalence des femmes excisées et des filles à risque d'excision en Belgique*, die waarschijnlijk te krijgen is bij de FOD Volksgezondheid.

Ik ben het er absoluut mee eens dat we meer dan ooit strijd moeten voeren hiertegen.

Het is een probleem dat een volgehouden inspanning vraagt. Besnijdenis en andere vormen van mutilatie en de hele problematiek van intrafamiliaal geweld moeten heel dringend worden aangepakt.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 18.23 uur.